

SEANCE DU 22 MAI 2006

PRESENTS :

*M. M. MOTTARD, Bourgmestre-Président ;
M. VOETS, Melle MAES, MM. VALLEE, REMONT, LHOEST et PARENT, Echevins ;
Mmes, Melles, MM. ALBERT, KELLENS, PIRMOLIN, DUPONT, GILLET, QUARANTA,
IACOVODONATO, ADAM, MARTIN, CAROTA, ANDRIANNE, LABILE, NAKLICKI,
DI GIANNANTONIO, HENDRICKX, BECKERS, VELAZQUEZ, DUBOIS et OUTAIB,
Conseillers communaux ;
M. J.-M. LERUITTE, Secrétaire communal.*

EXCUSE :

M. de GRADY de HORION, Conseiller communal.

EN COURS DE SEANCE :

- *Mme GILLET et M. DUPONT, Conseillers communaux, quittent momentanément la séance durant les points 5, 6, 7 et 8 de l'ordre du jour ;*
- *M. IACOVODONATO, Conseiller communal, quitte momentanément la séance durant le point 6 de l'ordre du jour ;*
- *Mme BECKERS, Conseillère communale, quitte momentanément la séance durant le point 8 de l'ordre du jour ;*
- *M. LABILE, Conseiller communal, quitte momentanément la séance durant le point 10 de l'ordre du jour*
- *Mme CAROTA, Conseillère communale, quitte momentanément la séance durant le point 10 de l'ordre du jour et ensuite définitivement à l'issue du point 16 ;*
- *Mme ADAM, Conseillère communale, quitte définitivement la séance à l'issue du point 15 de l'ordre du jour.*

ORDRE DU JOUR

SEANCE PUBLIQUE

1. *Société coopérative intercommunale Holding Communal Energétique (H.C.E.) – Ordre du jour de l'Assemblée Générale extraordinaire du 14 juin 2006 – Mise en dissolution et liquidation de la société.*
2. *Règlement relatif à la sécurité et la salubrité dans les lieux accessibles au public.*
3. *Ordonnance de police relative à la protection des mineurs de moins de 16 ans et à la lutte contre les rassemblements d'individus menaçant la sécurité et la tranquillité publiques.*
4. *Projet relatif à l'extension de l'école communale de Velroux, implantations maternelle et primaire rue du Village – Convention à conclure avec un ingénieur, à désigner ultérieurement, dans le cadre de l'étude des équipements de techniques spéciales.*
5. *Compte de la Fabrique d'église Saint-Pierre (de Hologne) pour l'exercice 2005.*
6. *Compte de la Fabrique d'église Saint-Sauveur (de Horion-Hozémont) pour l'exercice 2005.*
7. *Compte de la Fabrique d'église Saint-André (de Velroux) pour l'exercice 2005.*
8. *Modification du projet relatif aux travaux de rénovation de l'église Saint-Joseph, de Ruy – Approbation de la délibération du Collège échevinal du 24 avril 2006.*
9. *Accord de principe quant à la réalisation de travaux de rénovation de la toiture et des bardages du hall omnisports de la rue des XVIII Bonniers.*
10. *Marché relatif aux travaux de pose d'un nouveau raccordement en eau aux installations de football sises rue des XVIII Bonniers et concédées au R.F.C. Grâce-Hollogne.*
11. *Adhésion du Centre Public d'Action Sociale local à l'Association « Groupement d'Initiatives pour la Lutte contre le Surendettement » - Approbation de la décision du Conseil de l'Aide Sociale du 25 avril 2006 et des statuts de ladite association.*
12. *Zone de fret – Parc d'activités économiques de Liège Logistics – Cession gratuite à l'Adminis-*

tration communale du bassin d'orage et de ses équipements et servitudes d'égout.

13. *Acquisition à titre gratuit et pour cause d'utilité publique de l'emprise de terrain constituant la voirie dénommée « André Mathy » en vue de l'intégrer au patrimoine communal.*
14. *Acquisition à titre gratuit et pour cause d'utilité publique d'une emprise de terrain nécessaire à l'élargissement partiel de la rue Grégoire Chapuis.*
15. *Adoption du projet de vente d'une parcelle communale constituant une partie de la rue du Gueulin – Déclassement préalable et partiel du chemin vicinal n° 45.*
16. *Adoption du projet de vente d'une partie d'un terrain communal sis rue A. Materne.*

SEANCE A HUIS CLOS

17. *Désignation d'un Conseiller en aménagement du territoire et urbanisme.*

POINT 1 : HOLDING COMMUNAL ENERGETIQUE (« H.C.E. ») – ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 14 JUIN 2006 – MISE EN DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIETE.

Le Conseil communal,

Vu, avec ses annexes, le courrier recommandé du 27 avril 2006, réf. RLe/MSm/295, par lequel le Holding Communal Energétique (« H.C.E. ») informe le Collège échevinal de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra le mercredi 14 juin 2006, à 18h00, à son siège social, rue Fivé, 150 à 4100 SERAING ;

Attendu que cette Assemblée générale statuera sur l'ordre du jour suivant :

1. Constitution du Bureau ;
2. Rapport spécial du Conseil d'Administration relatif à la mise en dissolution de la société ;
3. Rapport du Commissaire-Réviseur sur l'état des comptes au 31 mars 2006 ;
4. Mise en dissolution de la société ;
5. Nomination des liquidateurs et fixation de leurs émoluments ;
6. Modalités de la liquidation ;

Attendu qu'en raison de l'importance de cet ordre du jour et des dispositions légales et statutaires prescrites en cas de dissolution d'une intercommunale, il s'avère nécessaire que la présente Assemblée statue sur les points susmentionnés ;

Attendu qu'en considération de la première phase de la réforme des intercommunales (rationalisation du nombre) entérinée par le Gouvernement wallon en date du 26 janvier 2006, il s'impose de marquer son accord sur l'ensemble des points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale précitée ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

A l'unanimité ;

MARQUE SON ACCORD sur l'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour tel que précisé ci-avant lequel concerne la mise en dissolution de l'intercommunale H.C.E.

DONNE MANDAT à ses délégués de prendre part à toute délibération et de signer au nom de la Commune tout acte relatif au présent objet.

POINT 2 : REGLEMENT RELATIF A LA SECURITE ET LA SALUBRITE DANS LES LIEUX ACCESSIBLES AU PUBLIC.

Le Conseil communal,

Vu les articles L1122-30, L1122-32 et L1122-33 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les articles 119bis 135, § 2, de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu sa délibération du 24 septembre 2001 par laquelle il arrête les nouvelles dispositions du Règlement de sécurité et de police dans les lieux accessibles au public ;

Vu sa délibération du 10 février 2003 par laquelle il modifie le point a. de l'article 73 dudit Règlement ;

Vu la délibération du 28 mars 2006 par laquelle le Conseil communal d'Awans arrête les nouvelles dispositions de son Règlement relatif à la sécurité et la salubrité dans les lieux accessibles au public ;

Considérant qu'il importe que la Zone de police locale dispose d'une réglementation similaire pour les territoires communaux de Grâce-Hollogne et d'Awans sur lesquels elle exerce sa compétence, tant en ce qui concerne la sécurité et la salubrité des lieux accessibles au public que l'instauration de sanctions administratives ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

A l'unanimité ;

ABROGE le Règlement de sécurité et de police dans les lieux accessibles au public arrêté le 24 septembre 2001 et modifié le 10 février 2003.

ARRETE, comme suit, les dispositions du Règlement de sécurité et de police dans les lieux accessibles au public.

REGLEMENT RELATIF A LA SECURITE ET LA SALUBRITE DANS LES LIEUX ACCESSIBLES AU PUBLIC.

CHAPITRE I

ETABLISSEMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.

1 – CHAMPS D'APPLICATION ET TERMINOLOGIE

ARTICLE 1^{er}

Le chapitre I du présent règlement a pour objet d'assurer la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans tout immeuble ou établissement, où le public sera ou est admis, soit gratuitement, soit contre paiement, soit sur présentation d'une carte de membre.

Le présent règlement s'applique sans préjudice de l'application des directives, lois, décrets, règlements et arrêtés généraux relatifs à la matière, appelés **normes générales** dans les différentes parties du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les termes techniques, les méthodes d'évaluation de la résistance au feu d'éléments de construction, les définitions et classification de la réaction au feu des matériaux sont définis par les normes générales en vigueur relatives à la prévention des incendies et explosions dans les bâtiments.

2 – NOMBRE DE PERSONNES ADMISSIBLES

ARTICLE 3

Dans les locaux et magasins de vente accessibles à la clientèle, la densité totale théorique d'occupation est déterminée en fonction des critères suivants :

- sous-sol : une personne par six (6) m² de surface plancher totale,
- rez-de-chaussée : une personne par trois (3) m² de surface plancher totale,
- étages : une personne par quatre (4) m² de surface plancher totale.

ARTICLE 4

Dans les cafés, brasseries, débits de boissons, restaurants, bars, dancings, salons de dégustation, salles de réunions, d'auditions et de fêtes et établissements analogues, la densité totale théorique d'occupation est calculée sur base d'une personne par m² de surface plancher totale des locaux accessibles au public.

ARTICLE 5

Le nombre de personnes admissibles, simultanément présentes, sera aussi conditionné par la largeur utile totale des sorties telle que déterminée infra dans la section 5, qui concerne les dégagements. Le critère le plus restrictif est à prendre en considération.

ARTICLE 6

Tout exploitant peut par demande écrite et motivée, solliciter l'accord écrit du bourgmestre en vue de fixer, suivant des critères spécifiques, le nombre total de personnes qui peuvent être simultanément présentes.

3 – ELEMENTS DE CONSTRUCTION

ARTICLE 7

A - Les éléments portants, poutres et colonnes, sont calculés et/ou protégés pour présenter une résistance au feu d'une heure au moins pour les bâtiments comportant plusieurs étages et une résistance au feu d'une demi-heure au moins pour les bâtiments sans étage.

B - Un degré de résistance au feu d'au moins une heure est requis pour les éléments de construction suivants :

- murs porteurs,
- plafonds et planchers des bâtiments comportant plusieurs étages, cages d'escaliers,
- murs séparant les locaux accessibles au public de ceux qui ne le sont pas.

C - Un degré de résistance au feu d'une demi-heure au moins est requis pour les éléments de construction suivants :

- parois et murs non portants,
- parois et accessoires des gaines, tels que les gaines pour conduits et vide-ordures,
- portes séparant les locaux accessibles au public de ceux qui ne le sont pas ; ces portes sont équipées d'un dispositif à fermeture automatique ou d'un dispositif à fermeture automatique en cas d'incendie.

D - La toiture, pour autant qu'elle soit en contact direct avec le lieu accessible au public, doit présenter un degré de résistance au feu d'au moins une demi-heure pour les bâtiments comportant plusieurs étages ou être protégée par un ou des éléments possédant la même résistance au feu.

Le revêtement intérieur de la toiture doit être réalisé en matériaux de classe A0 pour les bâtiments sans étage.

L'ensemble de la couverture des toitures satisfait aux normes belges et européennes en vigueur.

E - Les faux plafonds et leurs éléments de suspension, pour autant qu'ils ne participent pas à la protection des éléments de structure doivent :

être construits et/ou recouverts de matériaux de classe A1 ;
présenter une stabilité au feu d'une demi-heure.

F - Les faux plafonds qui participent à l'élément de structure doivent :

être construits et/ou recouverts de matériaux de classe A1 ;
présenter une résistance au feu d'une heure ou une demi-heure suivant le cas.

G - Les escaliers extérieurs que le public peut être appelé à emprunter sont en maçonnerie, en béton ou en d'autres matériaux incombustibles ou présentant des garanties suffisantes de stabilité au feu.

ARTICLE 8

Tout passage de câbles et de tuyauteries au travers d'un élément de construction (mur, cloison, plancher, plafond) est réalisé de manière à conserver à cet élément son caractère de résistance au feu initial.

4 – AMENAGEMENTS INTERIEURS

ARTICLE 9

Les appareils de cuisson et chauffe-eau sont conçus et placés de manière à assurer une évacuation efficace des buées, vapeurs et, éventuellement, des fumées. Les locaux dans lesquels se trouvent ces appareils ne peuvent être mis en dépression.

ARTICLE 10

Les comptoirs, casiers, rayons, gros meubles, caisses et en général tout l'agencement doit être réalisé de telle manière qu'il ne constitue pas une charge calorifique importante et dans tous les cas non susceptibles de dégager abondamment des gaz nocifs.

ARTICLE 11

L'agencement évoqué à l'article 10 doit être disposé de manière à ne pouvoir réduire la largeur de passage, ni entraver la libre circulation vers les sorties.

ARTICLE 12

Sans préjudice des dispositions des normes générales, le bourgmestre ou son délégué technique décide des établissements où les sièges sont solidement fixés et/ou reliés entre eux.

Tous les sièges sont placés de manière à faciliter une évacuation rapide. Quoiqu'il en soit lorsqu'il y a des rangs de sièges, ils ne peuvent comprendre plus de dix (10) sièges s'ils sont desservis par un seul couloir. Ils peuvent en comprendre vingt (20) s'ils sont desservis par deux couloirs.

ARTICLE 13

Sans préjudice des dispositions reprises dans les normes générales, les matériaux de revêtements décoratifs, d'insonorisation ou autres sont de classe A3 pour les revêtements de sol, A2 pour les revêtements de parois verticales, A1 pour les plafonds et faux plafonds.

Ils doivent être fixés de manière à empêcher la formation de tirage d'air en cas d'incendie.

ARTICLE 14

Les matériaux de revêtements et de décorations ne peuvent être susceptibles de dégager des fumées ou gaz nocifs en quantité abondante sous l'effet de la chaleur.

Une attestation du fournisseur devra être remise au service d'inspection sur simple demande.

Dans l'attente des normes européennes, les normes allemandes DIN seront admises.

ARTICLE 15

L'emploi de vélums est soumis à autorisation préalable du Bourgmestre ou de son délégué technique qui prendra l'avis du Service Régional d'Incendie.

Les vélums doivent être réalisés avec des matériaux de classe A2 minimum.

ARTICLE 16

L'emploi de tentures ou de rideaux pour séparer ou couper des couloirs ou masquer des issues est interdit.

5 – SORTIES ET DEGAGEMENTS

ARTICLE 17

Sans préjudice des dispositions des normes générales, l'emplacement, la répartition et la largeur des escaliers, dégagements, sorties, ainsi que des portes et des voies qui y conduisent, doivent permettre une évacuation rapide et aisée des personnes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre facilement.

ARTICLE 18

Les locaux situés en sous-sol ou aux étages doivent être desservis par un ou des escaliers distincts de celui ou ceux utilisés à titre privé.

L'évacuation des locaux ou ensemble de locaux à occupation nocturne se fait par un chemin d'évacuation dont les parois verticales présentent une résistance au feu d'une heure et les portes une résistance au feu d'une demi-heure.

Cette exigence n'est pas d'application pour le logement du responsable des lieux ou de son représentant et ce, pour autant que les lieux privés soient sécurisés conformément aux impositions supplémentaires que le bourgmestre ou son délégué technique peut toujours émettre sur avis notamment du service régional d'incendie.

Au niveau d'évacuation, les vitrines d'une partie du bâtiment avec une fonction commerciale n'ayant pas une résistance au feu d'une heure ne peuvent pas donner sur le chemin d'évacuation qui relie les sorties d'autres parties du bâtiment avec la voie publique, à l'exception des trois derniers mètres de ce chemin d'évacuation.

ARTICLE 19

Pour assurer, aux personnes à mobilité réduite, l'accessibilité et l'usage des espaces et bâtiments ouverts au public ou destinés à l'usage collectif, la largeur utile des portes de sortie sera d'au moins quatre-vingts centimètres.

Cette obligation est prévue sans préjudice des dispositions relatives à l'urbanisme.

ARTICLE 20

La largeur des dégagements, sorties et voies qui y conduisent doit être égale ou supérieure à un mètre, avec une hauteur minimum de deux mètres.

Leur largeur utile totale minimum est proportionnelle au nombre de personnes appelées à les emprunter pour sortir de l'établissement, à raison d'un centimètre par personne.

ARTICLE 21

Les escaliers destinés au public doivent avoir une largeur utile totale au moins égale en cm au nombre de personnes appelées à les emprunter, multipliée par un virgule vingt-cinq (1,25) s'ils descendent vers les sorties et multipliée par deux (2) s'ils montent vers celles-ci, avec un minimum d'un mètre.

ARTICLE 22

Chaque escalier est muni d'une main courante. Lorsque la largeur utile est supérieure ou égale à un mètre vingt (1,20 m), il est muni de chaque côté d'une main courante, y compris sur le palier.

De plus, une main courante centrale est obligatoire lorsque la largeur utile est égale ou supérieure à deux mètres cinquante (2,50 m).

Toute main courante est rigide et solidement fixée.

ARTICLE 23

Les locaux et les étages où peuvent séjourner au moins cent personnes disposent d'au moins deux sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles seront suffisamment éloignées l'une de l'autre.

ARTICLE 24

Les locaux ou étages où peuvent séjourner au moins cinq cents personnes disposent d'au moins trois sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles seront suffisamment éloignées l'une de l'autre.

ARTICLE 25

Au vu de la configuration des lieux et en fonction de l'importance et de la nature des risques, le bourgmestre ou son délégué technique pourra, sur avis notamment du service régional d'incendie, imposer une ou des sorties complémentaires.

ARTICLE 26

Il est interdit de placer ou de disposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les lieux de passage ou de réduire leur largeur utile.

ARTICLE 27

Dans les magasins et établissements analogues, les rayons, présentoirs, etc. sont solidement fixés ou disposés de manière à ne pouvoir être entraînés en cas de panique.

L'emplacement des installations fixes est déterminé de telle sorte qu'elles ne puissent constituer une entrave quelconque au libre écoulement des personnes.

ARTICLE 28

Dans les magasins self-service ou autres, les engins mobiles mis à la disposition de la clientèle sont rangés de manière à ne présenter aucun danger en cas d'évacuation rapide de l'établissement.

ARTICLE 29

L'emplacement de chacune des sorties et de chacune des sorties de secours doit être signalé d'une manière très apparente à l'aide de pictogrammes conformes aux normes générales.

Si la configuration des lieux le nécessite, la direction des sorties et escaliers conduisant aux sorties doit être signalée à l'aide de pictogrammes conformes.

Au besoin, la signalisation est reproduite au sol.

ARTICLE 30

Dans les locaux et établissements qui doivent être pourvus d'un éclairage artificiel, les indications relatives aux sorties et sorties de secours sont rendues parfaitement visibles à l'aide de cet éclairage et de l'éclairage de sécurité.

ARTICLE 31

Les portes doivent s'ouvrir dans les deux sens ou dans la mesure du possible dans le sens de la sortie, en fonction de la disposition des lieux et de la nature du risque présent dans les locaux.

Les portes de sortie à rue ne peuvent s'ouvrir en empiétant sur la voie publique.

ARTICLE 32

L'emploi de portes coulissantes automatiques n'est autorisé que pour les issues donnant accès directement à l'air libre et ce, sans préjudice des dispositions prévues pour les locaux du premier groupe dont question à l'article 52 du Règlement Général pour la Protection du Travail.

ARTICLE 33

La fermeture d'une partie des portes pendant les heures de service n'est admise qu'au moyen de dispositifs très apparents et faciles à manœuvrer par toute personne non avertie.

ARTICLE 34

Les portes à tambour et tourniquets ne sont pas admises sauf si lesdites portes à tambour et lesdits tourniquets sont excédentaires par rapport aux sorties obligatoires.

ARTICLE 35

Les portes basculantes sont interdites.

ARTICLE 36

Les vantaux des portes en verre ou parois vitrées portent, à hauteur de vue, une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

ARTICLE 37

Toute porte automatique qui ne peut être facilement ouverte à la main doit être équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte vient à faire défaut, cette dernière s'ouvre automatiquement et libère la largeur de la baie.

ARTICLE 38

N'entrent pas en ligne de compte dans le calcul du nombre et de la largeur des portes et escaliers nécessaires en vertu du présent règlement :

- les plans inclinés dont la pente est supérieure à 10 %,
- les escaliers mécaniques.

ARTICLE 39

Chaque escalier mécanique doit pouvoir être immobilisé immédiatement par deux commandes placées, l'une en haut, l'autre en bas de l'escalier.

ARTICLE 40

Les baies non destinées à être utilisées comme issues par le public doivent être fermées et, si la disposition des lieux le justifie, être signalées par une inscription lumineuse « **SANS ISSUE** ». Cette inscription sera affichée d'une manière très apparente en lettrage rouge sur fond blanc, d'une hauteur minimum de cinq centimètres.

6 – ELECTRICITE

ARTICLE 41

Les installations électriques doivent satisfaire aux prescriptions du règlement général des installations électriques et autres normes générales en vigueur. Elles sont examinées au moins une fois l'an par un organisme agréé par le ministère compétent.

L'attestation de conformité délivrée par cet organisme devra être présentée par l'exploitant sur demande des services d'inspection.

7 – ECLAIRAGE NORMAL

ARTICLE 42

Dans tous les locaux et dégagements accessibles au public et au personnel employé, un éclairage normal électrique doit fonctionner pendant les heures d'ouverture dès que la lumière naturelle est insuffisante. Son intensité doit être suffisante pour permettre de se déplacer facilement.

8 – ECLAIRAGE DE SECURITE

ARTICLE 43

Tous les bâtiments destinés à accueillir du public ou tous les établissements accessibles à celui-ci doivent posséder un éclairage de sécurité.

Cet éclairage est aménagé dans tous les locaux accessibles au public et au personnel employé, à toutes les issues et issues de secours, ainsi que dans tous les couloirs et dégagements qui doivent permettre l'évacuation aisée des personnes.

L'installation de l'éclairage de sécurité est conforme aux normes générales en vigueur.

Il doit procurer un minimum de cinq (5) lux en éclairage minimal horizontal. Il entre automatiquement et immédiatement en action quand l'éclairage normal fait défaut pour quelque cause que ce soit et il doit pouvoir fonctionner pendant au moins une heure.

ARTICLE 44

L'éclairage de sécurité doit être spécialement vérifié chaque jour avant l'admission du public.

Celle-ci ne peut se faire que si cet éclairage est en parfait état de fonctionnement.

9 – CHAUFFAGE

ARTICLE 45

Les installations de chauffage et les cheminées les desservant sont conformes aux prescriptions des normes générales et codes de bonnes pratiques en vigueur.

ARTICLE 46

Les appareils de chauffage sont conçus, placés et entretenus de manière à éviter tout risque d'incendie et d'intoxication. Si nécessaire, ils sont protégés pour éviter tout contact accidentel.

ARTICLE 47

Les portes des locaux où sont installés la chaufferie et le réservoir de combustible doivent présenter une résistance au feu d'une heure et être pourvues d'un dispositif de fermeture automatique. Les parois horizontales et verticales doivent présenter une résistance au feu de deux heures.

Il doit être possible de couper les alimentations en énergie électrique et en combustible de l'extérieur du local chaufferie.

Pour les chaudières d'une puissance inférieure à septante (70) kW, les degrés de résistance au feu dont question ci-avant, peuvent être diminués de moitié.

ARTICLE 48

En ce qui concerne les installations de chauffage fonctionnant avec des combustibles liquides, les conduites d'alimentation et de retour doivent être métalliques et parfaitement fixées.

Les dispositions doivent être prises pour que, en cas de rupture d'une conduite, tout danger de siphonnage soit exclu.

En fonction de l'importance et de la nature des risques, le bourgmestre ou son délégué technique peut imposer sur avis du service régional d'incendie que le brûleur soit protégé par une unité d'extinction automatique dont le fonctionnement doit entraîner l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Sous le brûleur et les canalisations flexibles, on doit placer un bac pour recueillir les éventuelles égouttures.

10 – AERATION - SYSTEME D'EVACUATION DE LA FUMEE ET DE LA CHALEUR

ARTICLE 49

Un système rationnel de ventilation doit garantir un renouvellement suffisant d'air dans les locaux accessibles au public.

ARTICLE 50

En fonction de l'importance et de la nature des risques, le bourgmestre ou son délégué technique peut imposer sur avis du service régional d'incendie le placement d'exutoires de fumée. Le nombre, la surface de ces exutoires ainsi que le système de commande sont déterminés conformément aux normes et code de bonne pratique en vigueur.

11 – GAZ

ARTICLE 51

Les précautions indispensables sont prises pour éviter les fuites de gaz.

Après avis du service régional d'incendie, en fonction de la nature des risques et de la configuration des lieux, une vanne permettant la coupure de l'arrivée de gaz est établie à l'extérieur de l'établissement. Elle est signalée d'une manière très visible par la lettre « G » peinte en jaune sur fond noir ou vice-versa.

ARTICLE 52

Tout compteur à gaz naturel sera de type « renforcé ».

Le ou les compteurs seront positionnés dans un local clos, uniquement réservé à cet effet et construit en matériaux incombustibles.

Le local sera pourvu d'une ventilation haute suffisante donnant directement accès à l'extérieur.

ARTICLE 53

L'utilisation et le stockage de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié sont interdits dans les locaux accessibles au public et dans les locaux adjacents faisant partie de l'établissement.

ARTICLE 54

La présence de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié plus lourd que l'air, vides ou pleins, est interdite dans les locaux n'ayant pas de ventilation basse suffisante et où le gaz pourrait stagner en cas de fuite. Ces récipients sont également interdits dans les endroits où le sol est, de tous les côtés, à un niveau inférieur à celui du sol environnant, et là où toute fuite permettrait une stagnation de ce gaz dans un espace en contrebas.

ARTICLE 55

Les bonbonnes de gaz liquéfié ne peuvent être utilisées que dans les conditions fixées par les normes générales et le code de bonnes pratiques de la fédération belge « Butane - Propane ». Après placement et

contrôle, l'exploitant sollicitera une attestation de conformité à délivrer par un organisme agréé par le ministère compétent.

ARTICLE 56

Les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de gaz butane et propane liquéfiés commerciaux ou leur mélange doivent répondre aux prescriptions des normes générales en vigueur.

12 – PRECAUTIONS CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 57

Il est interdit de déposer des matières inflammables ou aisément combustibles, des récipients contenant ou ayant contenu des matières inflammables ou des récipients contenant des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous à proximité des foyers ou de sources de chaleur quelconques, à moins d'y être contraint et à condition de prendre les précautions dictées par les circonstances.

ARTICLE 58

Il est interdit de laisser s'accumuler dans les locaux : des chiffons de nettoyage et des déchets sujets à auto-combustion ou facilement inflammables. Ils doivent être placés dans des récipients appropriés, munis de couvercles hermétiques, le tout en métal ou en d'autres matériaux présentant les mêmes garanties.

Les déchets doivent être évacués dans les plus brefs délais.

ARTICLE 59

Tout dépôt de combustibles liquides ou de gaz de pétrole liquéfié est installé dans des locaux spécialement aménagés dans ce but, ou à l'air libre.

ARTICLE 60

Sans préjudice de l'application des normes générales spécifiques en vigueur, il est interdit de fumer, et/ou de faire du feu dans les locaux servant de dépôts de marchandises combustibles ou facilement inflammables.

Cette interdiction sera affichée de façon apparente à l'aide de pictogrammes conformes aux normes générales en vigueur.

13 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 61

Après consultation du service régional d'incendie par l'exploitant, les immeubles et les établissements destinés à accueillir le public sont pourvus de moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, dévidoirs, extinction automatique, etc...) selon l'importance et la nature des risques.

Dans tous les cas, il sera prévu au minimum un extincteur à eau pulvérisée ou à poudre polyvalente de six (6) kg d'une demi ($\frac{1}{2}$) unité d'extinction, conforme à la norme belge en vigueur.

Tout extincteur sera solidement fixé à un mètre de hauteur.

ARTICLE 62

Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état d'entretien, protégé contre le gel, aisément accessible et judicieusement réparti. Il doit pouvoir être mis en service immédiatement.

ARTICLE 63

Dans le cas où le compartimentage résistant au feu de la cuisine n'est pas réalisé, les friteuses et les autres appareils de cuisson sont protégés par une installation automatique d'extinction à eau légère. Le déclenchement de l'installation provoque la coupure de l'alimentation en énergie des friteuses et autres appareils de cuisson. Le fonctionnement automatique est doublé d'une commande manuelle placée en un endroit protégé à l'écart des appareils de cuisson.

ARTICLE 64

Le matériel d'extinction sera signalé de façon apparente à l'aide de pictogrammes conformes aux normes générales en vigueur.

14 – ALERTE - ALARME

ARTICLE 65

Sur avis du service régional d'incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant doit mettre en place des moyens d'alerte et d'alarme appropriés.

Par *alerte*, il faut entendre l'avertissement donné à l'exploitant et au service visé à l'article 70 infra de l'existence d'un début d'incendie ou d'un danger.

Par **alarme**, il faut entendre l'avertissement donné à l'ensemble des personnes séjournant en un lieu déterminé d'évacuer ce lieu.

ARTICLE 66

Les postes d'alerte et d'alarme doivent être en nombre suffisant, facilement accessibles, en bon état de fonctionnement et d'entretien, judicieusement répartis et bien signalés.

ARTICLE 67

Les signaux d'alerte et d'alarme ne doivent pas pouvoir être confondus entre eux ni avec d'autres signaux. Ils doivent pouvoir être perçus par tous les intéressés.

ARTICLE 68

Quiconque constate un début d'incendie est tenu d'alerter immédiatement le service d'incendie compétent.

A moins que leur intervention ne soit requise, les personnes qui se trouvent sur les lieux d'un incendie ou d'un accident doivent, dès l'arrivée des pompiers ou de l'ambulance, se retirer à une distance qui permet la bonne marche de l'intervention.

ARTICLE 69

Les immeubles et établissements destinés à accueillir le public doivent être raccordés au réseau téléphonique par un poste téléphonique fixe. Les numéros de téléphone des services de secours (pompiers, ambulances et police) sont affichés de manière visible près de l'appareil téléphonique.

En cas d'existence d'un réseau téléphonique intérieur, celui-ci est réalisé de telle manière qu'une interruption quelconque de la distribution de l'énergie électrique ne puisse empêcher d'établir une communication extérieure.

Tout appareil à « pré-paiement » est autorisé uniquement lorsqu'il est complémentaire à l'appareil repris à l'alinéa précédent, à moins qu'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

15 – SERVICE PRIVE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 70

Sur avis du service régional d'incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant est tenu d'organiser un service de prévention et de lutte contre l'incendie, comportant un nombre suffisant de personnes exercées à l'emploi du matériel d'incendie dont dispose l'établissement. Ce personnel est obligatoirement présent pendant les heures d'ouverture de l'établissement.

Des exercices d'alerte, d'alarme et d'évacuation doivent être organisés au moins une fois l'an par ses soins.

16 – ASCENSEURS ET ESCALIERS MECANIQUES

ARTICLE 71

Sur avis du service régional d'incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, les escaliers mécaniques, les installations de chauffage et de conditionnement d'air doivent pouvoir être arrêtés en cas d'incendie.

ARTICLE 72

Sans préjudice des dispositions normes générales en vigueur, l'utilisation des ascenseurs et monte-charge est interdite en cas d'incendie. Néanmoins, lorsqu'un ascenseur destiné à l'évacuation de personnes à mobilité réduite est obligatoirement requis, il doit répondre aux prescriptions suivantes, à tous les niveaux :

- l'accès à l'ascenseur se fait par un sas limité par des parois présentant un degré de résistance au feu d'une heure ;
- les portes d'accès entre le compartiment et le sas sont sollicitées à la fermeture automatique ou automatique en cas d'incendie et présentent un degré de résistance au feu d'une demi heure ;
- les dimensions minimales de la cabine d'ascenseur sont d'un mètre dix (1,1 m) de largeur et d'un mètre quarante (1,4 m) de profondeur ;
- les portes palières sont à ouverture et fermeture automatiques et offrent une largeur utile suffisante ;

- les canalisations électriques alimentant les installations et appareils sont placées de manière à répartir les risques de mise hors service général ;
- pour leur tracé jusqu'au compartiment où se trouvent les installations, les canalisations électriques présentent un degré de résistance au feu d'une heure ;
- la gaine d'ascenseur aura un degré de résistance au feu d'une heure.

17 – CONTROLES PERIODIQUES

ARTICLE 73

a - L'installation électrique doit être contrôlée tous les cinq ans par un organisme agréé par le ministère compétent.

b - Les installations d'alerte - alarme et de détection automatique d'incendie doivent être entretenues une fois par an par le constructeur ou son délégué dûment mandaté.

c - Le matériel de lutte contre l'incendie, y compris les installations automatiques, est contrôlé une fois par an par la firme qui l'a fourni ou par un technicien compétent. La carte de contrôle reste attachée aux appareils.

d - Les dévidoirs à alimentation axiale seront contrôlés et entretenus conformément aux dispositions des normes générales en vigueur, une fois tous les trois ans par la firme qui les a fournis et installés, ou par un technicien compétent spécialement équipé à cet effet.

e - Tous les cinq ans, tous les tuyaux soumis à une pression de service maximale, conformément aux normes générales en vigueur.

f - Pour les installations de chauffage utilisant des combustibles liquides ou solides, le ramonage des conduits de fumée et l'entretien de l'installation sont effectués une fois par an par un technicien agréé par le ministère compétent de la Région wallonne.

g - Pour les installations de chauffage utilisant des combustibles gazeux, l'entretien est effectué une fois l'an par un installateur habilité pour le gaz naturel et par un technicien spécialement équipé pour le gaz de pétrole liquéfié.

Le ramonage et/ou l'examen du conduit de fumée est réalisé annuellement lorsque les brûleurs sont de type à air pulsé et tous les 3 ans lorsque les brûleurs sont de type atmosphérique.

h - L'installation « gaz » est contrôlée une fois tous les 3 ans par un installateur équipé à cet effet.

i - Les systèmes d'évacuation des vapeurs de cuisson sont nettoyés autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par an par un installateur équipé à cet effet.

j - Les blocs-portes résistants au feu sont contrôlés une fois par an par l'installateur ou un technicien compétent.

ARTICLE 74

Dans tous les immeubles et établissements destinés à accueillir le public, les documents relatifs à ces contrôles doivent se trouver en un dossier sur le lieu de l'exploitation de manière à pouvoir être présentés sur simple demande au bourgmestre, à son délégué technique, au service régional d'incendie et aux services de police.

18 – INFORMATION DU PERSONNEL

ARTICLE 75

Sur l'avis du service régional d'incendie, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, des instructions en nombre suffisant, affichées en des endroits apparents et facilement accessibles, renseignent le personnel sur la conduite à suivre en cas d'incendie, entre autres en ce qui concerne :

- l'alerte de la direction et des préposés à la lutte contre l'incendie ;
- l'annonce au service régional d'incendie : téléphone 100 ;
- les dispositions à prendre pour donner l'alarme ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité ou l'évacuation des personnes ;
- la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie disponibles dans les établissements ;
- les dispositions à prendre pour faciliter l'intervention du service régional d'incendie.

19 – PLANS

ARTICLE 76

Un plan des niveaux en sous-sol et des niveaux accessibles au public est affiché à proximité immédiate des escaliers y conduisant. Ce plan inaltérable, à l'échelle minimum de cinq (5) millimètres par mètre indique la distribution et l'affectation des locaux.

Ce plan est tenu à jour.

De plus, si la situation le justifie et en tout cas pour les établissements dont les locaux peuvent recevoir, au total, plus de cent personnes, un dossier de sécurité est tenu à la disposition des services de contrôle. Celui-ci comprend un plan reprenant l'ensemble des dispositifs sécuritaires (extincteurs, dévidoirs, détecteurs notamment).

CHAPITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX SALLES DE SPECTACLES, D'AUDITIONS, DE CONFERENCES OU D'ACTIVITES SIMILAIRES.

ARTICLE 77

Sans préjudice de l'application des dispositions du règlement général pour la protection du travail et d'autres normes générales, sont soumis aux dispositions du présent chapitre : tous les établissements accessibles au public comportant soit un aménagement scénique ou une aire de jeu, soit un appareil de projection cinématographique, un magnétoscope ou tout dispositif similaire.

ARTICLE 78

Les portes des dites salles doivent être ouvertes au public une demi-heure au moins avant le commencement du spectacle.

ARTICLE 79

Il ne peut être distribué plus de cartes d'entrée de chaque catégorie qu'il n'y a de places dans cette catégorie. Un écrit portant le nombre de places que contient la salle est affiché visiblement à l'entrée de la salle.

ARTICLE 80

L'exploitant fait placer au-dessus des guichets établis pour la distribution des cartes d'entrée, une inscription indiquant le prix des places.

ARTICLE 81

Sauf dérogation écrite du bourgmestre ou de son délégué technique, il est interdit aux spectateurs de rester debout pendant le déroulement du spectacle, sauf aux endroits autorisés à cet effet.

L'exploitant veille au respect de cette prescription.

ARTICLE 82

Il est interdit de déposer quoi que ce soit, ou de s'asseoir sur les bourrelets des loges, des baignoires et des galeries ainsi qu'à proximité des appareils d'éclairage et de chauffage et devant les appareils d'alarme et de lutte contre l'incendie et de jeter tout objet sur la scène et dans la salle durant le spectacle.

ARTICLE 83

Sauf raison grave et nécessité impérieuse, il est défendu aux préposés des vestiaires d'abandonner ceux-ci sans surveillance.

ARTICLE 84

Dans les salles de spectacles, le bourgmestre ou son délégué technique peut donner l'autorisation de fumer dans un local spécialement aménagé, sous le respect de conditions particulières propres à garantir la sécurité des lieux.

ARTICLE 85

Il est interdit d'entrer dans les salles de spectacle porteur d'un casque ainsi que de tout objet susceptible de servir d'arme et de projectile ou de nature à produire des accidents.

ARTICLE 86

Il est interdit de servir des boissons, sauf dans les établissements ou parties d'établissements spécialement conçus et aménagés à cet effet.

ARTICLE 87

Il est interdit de troubler l'ordre ou le spectacle par des cris, interpellations ou tapages quelconques.

Les auteurs du trouble pourront être expulsés de la salle si, après une première observation de la police, ils continuent à troubler l'ordre.

Il est de même interdit d'occasionner du bruit ou du tapage susceptible de troubler le spectacle dans les autres parties de l'établissement.

ARTICLE 88

Il est interdit d'introduire ou de laisser introduire dans la salle ou ses dépendances, sans autorisation préalable du bourgmestre ou de son délégué technique, des matières explosives ou facilement inflammables, telles que poudre, pièces d'artifices, foin, paille, copeaux, benzine, pétrole, etc.

L'utilisation d'objets ou de matériel à flammes nues est interdite sauf autorisation écrite préalable du bourgmestre ou de son délégué technique qui prendra préalablement l'avis du service régional d'incendie.

Le bourgmestre ou son délégué technique doit être averti par écrit au moins trente jours avant l'emploi de ces matières qui ne seront tolérées dans l'établissement qu'en quantité limitée aux besoins des séances journalières.

ARTICLE 89

L'obscurité totale est interdite sauf pour les besoins du spectacle. Dans ce cas, le bourgmestre ou son délégué technique devra être avisé au préalable. En aucune manière, le bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité ne peut être empêché.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS RELATIVES AUX MANIFESTATIONS TEMPORAIRES ORGANISEES EN PLEIN AIR, SOUS CHAPITEAUX, TENTES, LOGES FORAINES OU DANS DES ESPACES COUVERTS NON SOU MIS AU CHAPITRE I.

1 – IMPLANTATION

ARTICLE 90

Un espace de cinq mètres au minimum, libre de tout obstacle, y compris les haubans et leurs points d'attache au sol, doit exister autour du chapiteau de façon à ce que les immeubles environnants soient facilement accessibles aux véhicules de secours.

ARTICLE 91

Aucune installation ne peut être placée sur les regards ou les châssis de visite permettant l'accès et la localisation des bouches d'incendie.

2 – ELEMENTS STRUCTURELS

ARTICLE 92

Dans tous les cas, un organisme spécialisé en stabilité ou un ingénieur en stabilité doit attester :

- de la stabilité, de l'amarrage et de la qualité du montage du chapiteau,
- de la stabilité et de la qualité du montage des tribunes et gradins éventuels.

3 – GRADINS

ARTICLE 93

Les gradins, planchers et escaliers doivent présenter au moins les caractéristiques suivantes :

a - L'espace situé au-dessous des gradins doit être rendu inaccessible au public. Il ne doit pas servir de rangement de matériel, de dépôt, de stockage et doit être maintenu en permanence en parfait état de propreté.

b - Les gradins doivent être posés sur un support horizontal qui doit, en outre, être capable de reprendre toutes les sollicitations transmises par les crémaillères et il y a lieu de s'assurer de la qualité du sol avant chaque montage.

c - Les gradins, les planchers et les escaliers doivent être réalisés pour supporter une charge d'exploitation de 4 kN/m² minimale (norme belge en vigueur).

Dans tous les cas, la dégradation d'un élément porteur ne doit pas entraîner un effondrement en chaîne.

Pour les gradins à densité très élevée d'occupation avec possibilité d'action dynamique, ils doivent supporter une charge d'exploitation de 5 kN/m² minimale (norme belge en vigueur).

d - Les escaliers doivent être munis de garde-corps d'un mètre de hauteur au moins pour éviter les chutes, pouvant résister à un effort horizontal de 1 kN/m courant (norme belge en vigueur), ou de 3 kN courant lorsqu'il s'agit de gradins à densité très élevée.

e - Le nombre maximal de places assises par rangée est de quarante entre deux allées, ou de vingt s'il n'y a qu'une allée sur un seul côté.

4 – MATERIAUX, AMENAGEMENTS ET DECORATIONS

ARTICLE 94

La toile de la tente, les comptoirs, casiers, rayons, gros meubles, caisses et en général tout l'agencement principal doit être en matériaux ayant le classement A2 au niveau de la réaction au feu. Les méthodologies d'essai sont celles reprises dans les normes générales en vigueur.

ARTICLE 95

L'emploi de guirlandes et autres objets légers de décoration en matière combustible ou inflammable est interdit.

5 – EVACUATION ET SORTIES DE SECOURS

ARTICLE 96

Dans les chapiteaux, tentes et loges foraines, la densité totale théorique d'occupation est déterminée de la manière suivante :

- une personne par m² de surface totale dans le cas de cafés, restaurants, salles de danse, etc.
- une personne par trois (3) m² de surface totale dans le cas d'expositions ou activités similaires.
- cinquante-quatre personnes par dix (10) m² de surface totale dans le cas de manifestations où le public reste debout.

ARTICLE 97

L'emplacement, la répartition et la largeur des dégagements de sorties ainsi que les portes et les voies qui y conduisent doivent permettre une évacuation rapide et aisée des personnes jusqu'à la voie publique.

Les sorties doivent être dégagées sur toute leur largeur et les portes de sortie qui seraient placées dans une paroi en dur doivent s'ouvrir dans le sens de l'évacuation ou dans les deux sens.

La largeur des dégagements, sorties et voies qui y conduisent doit être égale ou supérieure à un mètre. Leur largeur totale minimum doit être proportionnelle au nombre de personnes appelées à les emprunter, à raison d'un mètre vingt-cinq par personne.

ARTICLE 98

Lorsque l'effectif des personnes présentes peut atteindre cent personnes, l'exploitation dispose d'au moins deux sorties distinctes.

Si l'effectif atteint trois cents personnes, l'exploitation dispose d'au moins trois sorties distinctes.

ARTICLE 99

Il est interdit de placer ou de déposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les dégagements ou réduire la largeur utile d'évacuation.

ARTICLE 100

Il faut impérativement procéder à l'évacuation du public en cas de vent violent, lorsque celui-ci atteint une vitesse de nonante km/h (indice 10 sur l'échelle de Beaufort), ainsi que dans toutes circonstances exceptionnelles pouvant mettre en péril la sécurité des spectateurs.

6 – ELECTRICITE

ARTICLE 101

L'installation électrique du chapiteau et/ou équipements divers est contrôlée après montage sur site par un organisme agréé par le Ministère compétent.

Les remarques et infractions reprises au rapport délivré par cet organisme doivent recevoir une suite adéquate sans délai.

7 – ECLAIRAGE DE SECURITE

ARTICLE 102

Un éclairage de sécurité, suffisant pour permettre l'évacuation aisée des occupants dès que l'éclairage normal fait défaut est installé dans les dégagements principaux intérieurs.

Pour cet éclairage de sécurité, les normes générales en vigueur sont d'application.

L'éclairage de sécurité doit donner un minimum de cinq lux en éclairage minimal horizontal. Il entre automatiquement et immédiatement en action quand l'éclairage normal fait défaut pour quelque cause que ce soit et il doit pouvoir fonctionner pendant au moins une heure.

Si l'éclairage public est insuffisant, des points d'éclairage supplémentaires sont prévus à l'extérieur à proximité des sorties de secours.

8 – SIGNALISATION

ARTICLE 103

La signalisation par pictogrammes (sorties, sorties de secours, matériel de lutte contre l'incendie) doit être conforme aux normes générales en vigueur.

Cette signalisation est visible et lisible en toutes circonstances.

La dimension des pictogrammes (sorties de secours, matériel de lutte contre l'incendie), pourra être calculée selon la formule telle que prévue dans les normes générales en vigueur à savoir :

$$A > \frac{L^2}{2000}$$

A : étant la superficie en m²

L : étant la distance à laquelle il faut encore percevoir le signal.

9 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 104

Un extincteur à poudre polyvalente de six kg, conforme à la norme belge en vigueur est placé à raison d'une unité par 100m² de surface.

ARTICLE 105

Un extincteur à dioxyde de carbone de cinq kg, conforme à la norme belge en vigueur est placé à proximité des tableaux principaux d'électricité ainsi qu'à proximité des appareils utilisant une forte puissance électrique (ex : disc-jockey, etc.).

ARTICLE 106

Ces appareils sont placés en des endroits facilement accessibles tels que les sorties, emplacement de podium ou de comptoir, etc.

ARTICLE 107

En fonction du risque, à moins de cent mètres des installations, on dispose d'une bouche ou borne d'incendie ayant un débit minimum de trente mètres cubes/heure.

10 – INSTALLATIONS AU GAZ

ARTICLE 108

A l'intérieur des chapiteaux, tentes et loges foraines, l'utilisation de récipients de gaz de pétrole liquéfié est interdite. Il en est de même pour l'utilisation de friteuses ou appareils similaires.

11 – CHAUFFAGE

ARTICLE 109

Les moteurs à combustion, les générateurs de chaleur ainsi que la réserve de combustibles, doivent être installés dans un endroit sûr, à l'extérieur du chapiteau et situés à une distance d'un mètre au minimum de celui-ci.

12 – APPAREILS MOBILES DE CUISSON

ARTICLE 110

a - Appareils électriques

Les appareils doivent être porteurs du label CEBEC ou similaire en normes européennes.

Ils sont alimentés par des circuits avec terre, adaptés à la puissance des appareils.

Ces circuits sont protégés par des disjoncteurs différentiels et autres protections thermiques adaptées aux puissances demandées.

Les cordelières et allonges ne peuvent gêner les mouvements de foule.

b - Appareils au gaz

Les appareils sont conçus spécialement pour l'utilisation envisagée.

Les brûleurs sont équipés d'un thermocouple.

Les détendeurs sont conçus pour le combustible utilisé et sont adaptés au type de bonbonnes en service. Les flexibles sont neufs, adaptés au gaz utilisé et d'une longueur maximale de deux mètres. Ils sont porteurs du label du Code de bonne pratique de la Fédération Belge « Butane - Propane » ou NF. Ils sont fixés par des colliers de serrage.

Les bonbonnes sont éprouvées depuis moins de dix ans, protégées des intempéries et des retombées incandescentes.

Leur dispositif de fermeture reste dégagé en permanence durant l'utilisation de l'appareil.

Leur implantation est protégée des mouvements de foule et de tout accès à des personnes non autorisées.

Les bonbonnes vides sont déplacées immédiatement et recouvertes de leur coiffe de protection.

Aucun stockage de bonbonnes pleines ou vides n'est toléré dans des voitures sises sur le site de la manifestation ou dans les sous-sols d'immeubles ou de lieux accessibles au public.

Chaque appareil ne peut être alimenté que par une seule bonbonne, sauf cas particuliers examinés par les services du Bourgmestre.

Le contrôle d'étanchéité des raccords et joints ne peut, après l'installation des bonbonnes, être réalisé qu'à l'aide de produit moussant.

Le fonctionnement et l'étanchéité des appareils sont attestés par un technicien spécialement équipé à cet effet ou par un organisme agréé par le ministère compétent. Ce document doit dater de moins de six mois.

Sans préjudice des dispositions relatives aux mouvements de foule, les appareils sont orientés de manière à éviter que les coups de vent n'éteignent les brûleurs.

Les appareils doivent présenter une assise leur évitant, durant l'utilisation, tout renversement.

Chaque aire de cuisson est protégée par un extincteur à poudre polyvalente de six kg, conforme à la norme belge en vigueur.

Les dispositions de l'article 104 sont applicables

13 – BARBECUE AUTRE QU'ELECTRIQUE OU ALIMENTE AU GAZ

ARTICLE 111

Du matériel adéquat est obligatoirement utilisé, le feu ne peut être alimenté qu'au moyen de combustibles prévus pour les grillades.

Le brasier est continuellement surveillé et doit être éteint par les soins des organisateurs dès la fin des festivités.

Les opérations se déroulent à l'extérieur.

L'implantation est protégée des mouvements de foule et de tout accès à des personnes non autorisées.

L'appareil présente une assise évitant, durant l'utilisation, tout renversement.

L'aire de cuisson est protégée par un extincteur à poudre polyvalente de six kg, conforme à la norme belge en vigueur.

14 – RESPONSABILITE DE L'EXPLOITANT

ARTICLE 112

Au moins un délégué de l'organisation doit être chargé uniquement de la sécurité afin de pouvoir effectuer une surveillance préventive et intervenir immédiatement en cas d'incendie.

En cas d'incendie ou d'accident, il y a lieu de prévenir directement les services de secours.

Au vu des circonstances et à la demande du bourgmestre ou de son délégué, les lieux doivent être raccordés au réseau téléphonique par un poste téléphonique fixe.

Les numéros de téléphone des services de secours (pompiers - ambulances et police) sont affichés de manière visible près de l'appareil téléphonique.

En cas d'existence d'imposition d'un réseau téléphonique intérieur, celui-ci est réalisé de telle manière qu'une interruption quelconque de la distribution de l'énergie électrique ne puisse empêcher d'établir une communication extérieure.

Tout appareil à « pré-paiement » est autorisé uniquement lorsqu'il est complémentaire à l'appareil repris à l'alinéa précédent, à moins qu'il possède, sans payement, des sorties directes vers les services de secours précités.

CHAPITRE IV – LUTTE CONTRE LE BRUIT

ARTICLE 113

Sans préjudice de l'application des normes générales en vigueur, les exploitants visés au présent règlement ne pourront laisser utiliser des appareils, instruments de musique ou dispositifs d'aération ou de conditionnement qui soient de nature à incommoder les tiers ou à troubler la tranquillité publique par des bruits ou vibrations qu'ils émettraient.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 114

Les aubergistes, cafetiers, restaurateurs et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière et toute autre boisson fermentée, ont la liberté, si leurs établissements accessibles au public offrent toutes garanties d'ordre, de tranquillité, de maintenir ceux-ci et leurs dépendances accessibles au public ouverts pendant toute la durée de la nuit, en toutes saisons.

ARTICLE 115

Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques dans un lieu accessible au public sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent. Les propriétaires, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard dans l'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défailants, lesquels seront tenus solidairement des frais.

ARTICLE 116

L'exploitant veille à ce que toutes les parties de l'établissement soient tenues dans un parfait état de propreté et de salubrité.

ARTICLE 117

Les lieux visés au présent règlement sont pourvus d'installations sanitaires en nombre suffisant et maintenues dans un état de propreté parfait. Celles-ci ne peuvent être en communication directe avec le lieu public ou les cuisines.

L'ensemble des installations sanitaires sera parfaitement ventilé.

Des toilettes distinctes et complètement séparées sont prévues pour les hommes et pour les dames. Une indication bien apparente précise l'affectation de chacune de ces installations.

ARTICLE 118

Les exploitants doivent laisser visiter leur immeuble et établissement par les agents de l'administration communale et du service régional d'incendie chargés de la surveillance. Lors de ces visites, les agents de l'administration communale seront tenus, sur simple demande, de produire leur carte de service.

ARTICLE 119

Si l'une des mesures de sécurité prévues n'est pas observée ou si l'un quelconque des dispositifs prévus n'est pas en état de fonctionner, les personnes doivent être interdites d'entrée ou évacuées par l'exploitant.

ARTICLE 120

Sans préjudice de l'application des normes générales en vigueur, le bourgmestre peut accorder des dérogations aux règles techniques reprises dans le présent règlement.

Les dérogations ne pourront être accordées que :

- pour les magasins affectés à la vente au détail et au gros dont la superficie totale accessible au public est inférieure à cent cinquante mètres carrés, ou
- en fonction de l'aspect architectural du bâtiment concerné, ou
- en fonction de l'activité qui est/ou sera exercée dans le bâtiment ou établissement concerné.

En outre, toute demande de dérogation devra tenir compte des mesures alternatives permettant de conférer à l'exploitation et au bâtiment un niveau de sécurité au moins équivalent à celui prévu dans la réglementation.

Toute demande de dérogation, dûment motivée, accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son examen devra être adressée au bourgmestre. Celui-ci s'entourera des avis techniques nécessaires (service régional d'incendie, fonctionnaire technique....) avant de se prononcer.

ARTICLE 121

Des mesures spéciales de protection contre l'incendie pour tous les bâtiments et établissements visés par le présent règlement pourront être prescrites par les autorités compétentes.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA PREVENTION DES INCENDIES CHEZ LES ACCUEILLANTES D'ENFANTS

1 – ELECTRICITE

ARTICLE 122

a - L'installation électrique de l'habitation doit être contrôlée par un organisme agréé par le Ministère des Affaires Economiques, tous les cinq ans et chaque fois que des modifications importantes sont effectuées.

Ce contrôle sera établi sur base des normes générales en vigueur.

Les remarques et infractions reprises au rapport délivré par cet organisme devront recevoir une suite dans les plus brefs délais.

Ce rapport avec la mention "conforme au règlement en vigueur" devra être tenu à la disposition du service d'incendie territorialement compétent.

b - Les prises électriques des pièces accessibles aux enfants seront de type "sécurité enfants" ou seront munies d'une plaquette de protection ne pouvant être enlevée à la main.

c - Les appareils électriques conformes aux normes générales en vigueur.

d - Il est conseillé d'équiper l'installation électrique des locaux accessibles aux enfants d'un disjoncteur différentiel à haute sensibilité de 30 mA.

2 – ECLAIRAGE DE SECURITE

ARTICLE 123

En fonction de la disposition particulière des lieux, le service incendie compétent peut demander l'installation d'un éclairage de sécurité.

3 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 124

Un extincteur d'une demi unité d'extinction sera installé selon les conseils du service de sécurité Incendie. Cet équipement doit répondre aux normes en la matière et être muni de la marque BENOR ou de toute autre marque de conformité certifiant que l'équipement concerné offre un niveau de sécurité équivalent.

4 – LES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE AU GAZ

ARTICLE 125

a - Les installations de chauffage central utilisant des combustibles liquides ou solides doivent être entretenues conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique.

Les installations de chauffage central utilisant des combustibles gazeux seront entretenues une fois l'an par un technicien spécialement équipé à cet effet.

b - Les appareils individuels de chauffage par combustion seront obligatoirement reliés à un conduit de fumée. Ils seront conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion.

c - Tout conduit de fumée sera examiné au minimum une fois l'an et les conduits des installations à combustibles solides ou liquides seront ramonés au minimum une fois l'an.

d - Seuls les appareils de chauffage d'appoint électriques conformes aux normes en vigueur du type à résistances non apparentes seront acceptés. Ils doivent aussi être munis de la marque de conformité CEBEC ou VGS ou être munis d'une autre marque de conformité selon l'arrêté ministériel du 5 mars 1992 pris en application des articles 8, 9 et 12 de l'Arrêté Royal du 23 mars 1977, déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques.

e - Les feux ouverts seront protégés pour éviter les projections et en aucun cas utilisés pendant la période où des enfants sont accueillis.

5 – LES APPAREILS A GAZ

ARTICLE 126

Les appareils doivent satisfaire aux prescriptions des normes générales en vigueur.

a - gaz naturel

Les conduites de distribution de gaz naturel seront métalliques.

L'installation sera conforme aux normes relatives aux installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations de gaz. L'installation fera l'objet d'un contrôle d'étanchéité réalisé par installateur habilité ou par un organisme agréé par le Service Public Fédéral *économie-P.M.E - classes moyennes et énergie*.

Les appareils alimentés au gaz seront vérifiés par un technicien spécialement équipé à cet effet.

Les documents relatifs à ces contrôles seront tenus à la disposition du service Incendie compétent.

Ce contrôle devra être réalisé tous les cinq ans et chaque fois que des modifications sont apportées à l'installation.

b- gaz de pétrole liquéfié

b1 Les conduites de distribution de gaz seront métalliques.

L'installation de distribution de gaz fera l'objet d'un contrôle d'étanchéité réalisé par un installateur habilité ou par un organisme agréé par le Service Public Fédéral *économie -P.M.E - classes moyennes et énergie*.

Les appareils alimentés au gaz seront vérifiés par un technicien spécialement équipé à cet effet.

Les documents relatifs à ces contrôles seront tenus à la disposition du service Incendie compétent.

Ce contrôle devra être réalisé tous les cinq ans et chaque fois que des modifications sont apportées à l'installation.

b2 L'utilisation et le stockage de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié, même vides, seront strictement interdits dans les locaux en sous-sol et dans ceux qui se trouvent à un niveau inférieur à celui du sol.

Dans la mesure du possible, les bonbonnes seront installées à l'extérieur de l'habitation.

b3 Le flexible raccordant la cuisinière à la bonbonne sera remplacé annuellement. La longueur sera limitée à 1,5 mètre. Chacune de ses extrémités sera dotée d'un collier de serrage.

6 – LES CHAUFFE-EAU AU GAZ

ARTICLE 127

a - Il est recommandé d'utiliser des appareils dont les gaz brûlés peuvent être directement évacués à l'air libre.

b - L'aération de la salle de bain doit être suffisante.

c - Les règles de raccordement et de ventilation reprises dans les normes générales en vigueur pour l'utilisation d'appareils à gaz plus léger que l'air devront être scrupuleusement respectées.

d - Comme dit précédemment, les appareils devront être vérifiés par un technicien spécialement équipé à cet effet.

Les documents relatifs à ces contrôles seront tenus à la disposition du service d'incendie compétent.

7 – INSTALLATION TELEPHONIQUE

ARTICLE 128

L'habitation sera raccordée au réseau du téléphone public. Près de l'appareil seront affichés les numéros d'appel des services de secours : 100 - pompiers, ambulances; 101 - police.

8 – DETECTION D'INCENDIE

ARTICLE 129

En fonction de la disposition particulière des lieux, le service régional d'incendie compétent peut demander l'installation de détecteurs automatiques d'incendie de type autonome.

Le nombre exact et l'emplacement de ces détecteurs seront fixés par le service régional d'Incendie compétent.

9 – DOCUMENTS

ARTICLE 130

Tous les documents repris aux articles précédents seront rassemblés dans un dossier que la gardienne tient à la disposition des agents des services compétents.

10 – CONTROLE DES INSTALLATIONS DE GAZ

ARTICLE 131

1. Installations aux gaz combustibles distribués par canalisations publiques.

1.1. L'étanchéité des appareils et des tuyauteries est vérifiée par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet.

Ce contrôle comprend :

- L'examen de l'installation : conduites, vannes, détendeurs et accessoires divers... de manière à s'assurer que les ouvrages et appareillages sont réalisés conformément aux normes générales en vigueur.

- La réalisation d'un essai d'étanchéité sur toute l'installation comprenant différents essais et examens.

Un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils fermés. Cette mise sous pression est effectuée à une pression de deux fois la pression de service sans toutefois dépasser la pression maximale de service admise par certains appareils de coupure existant sur l'installation. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci.

Un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci.

Un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, pour les appareils qui en sont équipés, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme).

Un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, étanchéité, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression...

2. Installations aux gaz de pétrole liquéfiés.

2.1. L'étanchéité des appareils et des tuyauteries est vérifiée par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet. Ce contrôle comprend différents essais et examens.

- L'examen de l'installation : conduites, vannes, détendeurs et accessoires divers... de manière à s'assurer que les ouvrages et appareillages sont réalisés conformément aux normes générales en vigueur.

- La réalisation d'un essai d'étanchéité sur toute l'installation.

Un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils fermés. Cette mise sous pression est effectuée à une pression de deux fois la pression de service sans toutefois dépasser la pression maximale de service admise par certains appareils de coupure existant sur l'installation. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci.

Un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci.

- Un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, pour les appareils qui en sont équipés, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme).

- Un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, étanchéité, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression...

11 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 132

a - Les voies d'évacuation doivent rester libres d'accès en permanence.

b - L'ordre et la propreté font partie de la sécurité, en particulier dans les sous-sols et les greniers.

c- L'usage des friteuses sera évité durant la présence des enfants à garder.

12 – REFUS OU RETRAIT D'AUTORISATION

ARTICLE 133

Le non-respect des règles de sécurité prévues dans les articles précédents permettra au Bourgmestre de refuser ou de retirer l'autorisation de recevoir des enfants à domicile.

13 – MESURES TRANSITOIRES

ARTICLE 134

Les accueillantes d'enfants qui ont reçu l'autorisation communale ou celles dont le dossier administratif a été introduit à l'O.N.E. avant l'entrée en vigueur de ces recommandations, doivent se renseigner soit auprès du bourgmestre ou du pouvoir organisateur du service d'accueillantes d'enfants conventionnées dont elles dépendent pour connaître les dispositions spécifiques à respecter.

CHAPITRE VII – SURVEILLANCE, MESURES D'OFFICE ET SANCTIONS

ARTICLE 135

Il appartient au bourgmestre - avec l'aide du service d'incendie compétent - de veiller à l'application des normes relatives à la sécurité et à la salubrité des établissements accessibles au public et autres établissements visés par le présent règlement.

Lorsque des normes ne sont pas respectées, le bourgmestre prendra immédiatement contact avec les exploitants.

En cas d'urgence, le bourgmestre prendra toutes les dispositions nécessaires - au besoin la fermeture de l'établissement - pour assurer la sécurité. L'arrêté de fermeture devra être ratifié dans les meilleurs délais par le collègue.

S'il n'y a pas d'urgence, le bourgmestre accordera un délai dans lequel les exploitants devront se mettre en ordre. A défaut, une mesure de fermeture de l'établissement pourra être prise par le collègue.

ARTICLE 136

Toute ouverture, réouverture, changement de propriétaire ou d'exploitant d'un établissement soumis au présent règlement devra faire l'objet d'une information auprès des services communaux ou de la police locale.

Sans préjudice des mesures d'office, une amende administrative d'un minimum de 126 € et d'un maximum de 250 € pourra être appliquée aux personnes (propriétaires, exploitants...) qui n'auront pas transmis l'information visée par le présent article.

POINT 3 : ORDONNANCE DE POLICE RELATIVE A LA PROTECTION DES MINEURS DE MOINS DE 16 ANS ET A LA LUTTE CONTRE LES RASSEMBLEMENTS D'INDIVIDUS MENAÇANT LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES.

EN PREAMBULE :

Mme CAROTA et **M. DUPONT** mentionnent que le Groupe ECOLO est d'accord sur le fond de l'ordonnance mais pas sur la forme.

Il faut veiller à ne pas prendre **tous** les jeunes pour des délinquants car la délinquance a plusieurs causes (problèmes de logements, d'emploi, familiaux,...). Ce sont ces causes qu'il faut d'abord guérir.

Mme CAROTA s'interroge afin de savoir pourquoi l'ordonnance touche des mineurs de moins de 16 ans qui circuleraient entre 23,00 et 06,00 heures. Pourquoi ces tranches d'âge et d'horaire ? Grâce-Hollogne n'est tout de même pas Chicago.

Mmes GILLET et **PIRMOLIN** sont également d'accord sur le fond de l'ordonnance mais sont interpellées par le fait qu'elle ne prévoit pas des dispositions de prévention et/ou d'accompagnement. Elles craignent, comme **Mme NAKLICKI**, que des mesures de répression ne soient prises avec une certaine facilité. Que se passera-t-il dans le concret ?

Mme GILLET aurait préféré avoir une discussion sur ce point de l'ordre du jour avant son examen par le Conseil ce à quoi **M. le Bourgmestre** rétorque qu'il a voulu garder la primeur des débats au Conseil communal dès lors qu'il a refusé de répondre aux nombreuses sollicitations de la presse.

Mme GILLET reconnaît qu'il faut avancer en la matière et ceci n'est qu'un début de réflexion.

Mme PIRMOLIN s'interroge afin de savoir si une même disposition a été prise par la Commune d'Awans, partenaire dans la Zone de police locale.

M. le Bourgmestre lui répond que son collègue d'Awans est informé de la chose mais ne sait s'il adoptera semblable disposition.

Mme ANDRIANNE est, elle aussi, d'accord sur cette ordonnance car elle constate, comme tout le monde, que beaucoup de jeunes ont des comportements perturbants qui mécontentent les habitants.

Melle MAES explique longuement le bien-fondé et la portée de l'ordonnance laquelle, dit-elle, se veut préventive et non répressive.

Maintenant, une réglementation légale existe pour tout le monde dans ce domaine et son but est, entre autres, de créer des relais avec les services sociaux susceptibles de mener des actions en faveur des familles en difficulté.

M. OUTAIB est d'avis que l'ordonnance devrait faire l'objet d'une évaluation dans les comportements après une certaine période d'application.

M. le Bourgmestre, après maintes interventions dans le débat et après avoir écouté très attentivement différents membres de l'assemblée, insiste sur le fait que l'ordonnance, telle que proposée, est un outil préventif pour les services d'ordre ; qu'elle va permettre d'aider tout le monde ; qu'elle veut conscientiser et responsabiliser les parents en leur donnant la capacité de retrouver une autorité qu'ils avaient perdue dès lors qu'ils sont démotivés, voire menacés et qui ont de plus en plus de mal à gérer la vie et le comportement de leurs enfants.

Il reconnaît qu'il existe sur l'entité une « faune » difficile à contrôler d'autant que le visage de Grâce-Hollogne a fortement évolué ces dernières années suite au développement nocturne de l'aéroport.

La famille doit jouer pleinement son rôle.

Il estime que les tranches d'âge et d'horaires dont question sont crédibles ; qu'elles ont été étudiées et mûries depuis plus d'un an et sont déjà d'application dans d'autres communes (Soumagne, Fléron,...) ; que les deux articles de l'ordonnance ont une valeur permanente ; qu'ils permettront aux services de police d'agir concrètement sur le terrain et qu'il y aura un suivi dans les actions entreprises.

Comme tous les Membres de l'Assemblée, il constate que la société va totalement à la dérive. Il reconnaît bien volontiers que l'on peut débattre du sujet à l'infini mais est totalement convaincu de la portée positive de l'ordonnance. Il faut, poursuit-il, rester attentif. Un signal fort doit être donné et il convient d'accorder aux services d'ordre les moyens de gérer les situations qui se présentent à eux.

Le devoir d'une société, c'est aussi de protéger ceux qui sont les plus faibles et les plus fragiles même si cela leur déplaît.

APRES CES ECHANGES DE VUE, LE CONSEIL COMMUNAL DELIBERE COMME SUIV :

Le Conseil communal,

Vu l'article 135, § 2, de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles L1122-30, L1122-32, L1122-33, L1123-29 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les articles 1, 5, al. 1, 5/1, 5/2, 14, 31, 33, 34, § 1, et 37 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Considérant que les villes et les communes ont pour mission de permettre à leurs citoyens de jouir des avantages d'une bonne police, notamment de la sûreté, de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant qu'il est constaté depuis un certain temps et dans différents lieux publics de l'entité, des actes de délinquance mettant en cause des groupes d'individus de plus en plus jeunes ;

Considérant que ce phénomène doit être envisagé tant sur le plan judiciaire que sur le plan administratif ;

Considérant qu'il s'impose de renforcer la prévention des risques d'atteinte à la tranquillité publique par des groupes d'individus qui perturbent l'ordre public ;

Considérant en outre qu'il convient de protéger l'enfant mineur et l'adolescent quant aux différentes sollicitations pouvant porter atteinte à leur santé, leur sécurité et leur moralité ;

Considérant par ailleurs que des mineurs de moins de 16 ans circulant la nuit, isolés ou en groupe, sans être accompagnés d'une personne majeure à la garde de laquelle ils sont confiés, sont exposés à des risques qui pourraient porter atteinte à leur intégrité ;

Considérant que la protection des mineurs doit être renforcée ;

Attendu que des mesures doivent impérativement être prises dans le cadre de la compétence des autorités communales en matière d'ordre public ;

Sur proposition de M. le Bourgmestre ;

Après en avoir délibéré ;

Par 23 voix pour et 3 abstentions (M. DUPONT, Mme CAROTA et Mme BECKERS) ;

ORDONNE :

Article 1 : Les services de police identifieront en tout temps tout groupe d'individus se réunissant dans un

lieu public et perturbant l'ordre public par des cris, des menaces, des actes de vandalisme ou tout autre acte ou fait en contravention avec la loi, les décrets ou les règlements communaux ou de police.

Article 2 : Les services de police identifieront et veilleront à la prise en charge des mineurs de moins de 16 ans circulant entre 23,00 heures et 06,00 heures, non accompagnés d'un de leurs parents au moins ou d'une personne majeure à la garde de laquelle ils ont été confiés.

POINT 4 : PROJET RELATIF A L'EXTENSION DE L'ECOLE COMMUNALE DE VELROUX, IMPLANTATIONS MATERNELLE ET PRIMAIRE, RUE DU VILLAGE – CONVENTION A CONCLURE AVEC UN AUTEUR DE PROJET A DESIGNER ULTERIEUREMENT (INGENIEUR POUR LES TECHNIQUES SPECIALES).

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 27 mars 2006 par laquelle il arrête les termes d'une convention à conclure avec un auteur de projet qui sera chargé de l'élaboration du dossier d'extension de l'école communale de Velroux, implantations maternelle et primaire, rue du Village, en la localité ;

Vu la délibération du Collège échevinal du 3 avril 2006 par laquelle il désigne le Bureau d'architectes BIERNA-RESIMONT en tant qu'auteur de projet ;

Attendu que l'article 2.4 de cette convention permet au bureau de s'adjoindre les services d'ingénieurs pour l'étude des techniques spéciales ;

Attendu qu'il convient, dans cette optique, de conclure une convention avec un auteur de projet (ingénieur pour les techniques spéciales) à désigner ultérieurement ;

Vu les articles L1122-19, L1122-30 et L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Par 25 voix pour et 1 abstention (Mme PIRMOLIN) ;

ARRETE les termes de la convention à conclure avec un auteur de projet (ingénieur pour les techniques spéciales) qui sera chargé de l'élaboration du dossier d'extension de l'école communale de Velroux, implantations maternelle et primaire, rue du Village, en la localité.

DECIDE de prendre, en temps opportun, les dispositions budgétaires qui s'imposent.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

CONVENTION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- de première part, l'Administration communale de et à 4460 Grâce-Hollogne, représentée par M. Maurice MOTTARD, Bourgmestre et M. Jean-Marie LERUITTE, Secrétaire communal, ci-après dénommée le Pouvoir Adjudicateur,
- de seconde part, le Bureau, ci-après dénommé l'Ingénieur,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1.

Le Pouvoir Adjudicateur charge l'Ingénieur, qui accepte, d'effectuer l'étude définie à la présente convention, ce aux conditions énoncées dans celle-ci, basées sur l'A.R. du 26.09.96, établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, moyennant les précisions et dérogations exprimées ci-après.

Article 2.

Le marché est un marché de services; il concerne l'étude des équipements de techniques spéciales à l'école de VELROUX (maternelle et primaire)

Par équipements de techniques spéciales, il faut entendre:

le chauffage et la ventilation l'électricité générale

les installations sanitaires

Article 3.

Selon l'organisation du texte de l'A.R. du 26.09.96, les précisions complémentaires et dérogations suivantes sont appliquées à la présente convention.

CHAPITRE 1^{er} - CLAUSES COMMUNES

Section 3 : Règles relatives au cautionnement

Sans objet

Section 7 : Révision des prix

La révision de prix du présent marché est appliquée selon les règles de la FABI, auxquelles la présente convention se rattache.

CHAPITRE 2 - CLAUSES PARTICULIERES

Section 3 - Marchés de services

Clauses additionnelles

Article 3.

Le prix du marché est calculé au pourcentage du coût total des travaux étudiés par l'Ingénieur en vertu du présent contrat, tel qu'il sera établi lors du compte final.

Le taux d'honoraires est le taux FABI E - Classe 1 - édition 2005 applicable à chacune des phases des travaux (copie en annexe).

Article 4.

Les délais d'exécution de la mission seront fixés de commun accord entre le Pouvoir Adjudicateur, l'Architecte et l'Ingénieur contractant de deuxième part.

Article 5.

Le prix de l'étude est payé selon un fractionnement tenant compte de l'avancement des études et des travaux, défini ci-après:

		Cumul	
1. A la remise de l'avant-projet (si cette phase est requise)	:	20 %	20 %
2. A la remise du projet	:	50 %	70 %
3. A la remise du rapport d'analyse des soumissions et de la proposition de choix du ou des adjudicataires	:	5 %	75 %
4. En cours d'exécution des travaux, par tranches régulières à définir	:	20 %	95 %
5. A la réception provisoire	:	5 %	100 %
		<hr/>	
		100 %	

Article 6.

Pour l'établissement des factures aux termes des paiements précités, le coût des travaux devant servir de base provisoire pour le calcul de la rémunération de l'Ingénieur est déterminé par le devis estimatif des travaux.

Dès que le coût des travaux sera précisé durant l'exécution du contrat, le nouveau coût déterminé servira de base pour les termes restant à facturer, étant entendu qu'il sera également procédé, alors, au réajustement des tranches déjà facturées sur la base du coût connu à ce moment.

Les honoraires étant calculés sur la base du coût total hors TV.A. des travaux, une copie des décomptes approuvés sera fournie par le Pouvoir Adjudicateur à l'Ingénieur. La TVA sur les honoraires de l'Ingénieur est à charge du Pouvoir Adjudicateur.

Ils sont payables à l'échéance des phases successives énumérées ci-dessus et, au plus tard, trente jours fin de mois, la date de référence étant celle de la remise des états d'honoraires. Ils donneront lieu, s'il échet, à l'application de l'article 15 de l'Arrêté Royal du 26.09.1996.

Article 7.

En cas de modification de mission, de mission supplémentaire ou de modification à des documents approuvés, l'Ingénieur a droit à une juste rémunération calculée sur les prestations effectuées pour l'établissement des documents devenus inutiles. La mission continue sur les bases nouvelles, après apurement du complément d'honoraires convenu de commun accord entre les parties.

Article 8.

En cas de suspension ou de retrait de tout ou partie de /a mission de l'Ingénieur, sans juste motif, celui-ci reçoit les honoraires pour les prestations déjà effectuées; il est indemnisé pour la partie de la mission qui n'est pas réalisée, selon les modalités et conditions des règlements de la Fédération Royale des Associations Belges des Ingénieurs Civils (FABI).

Article 9 – Définition de la mission.

Description des prestations à effectuer

La mission d'étude complète comporte toutes les prestations ordinaires incombant à l'Ingénieur spécialisé dans le domaine des équipements techniques, en application des règlements professionnels qui définissent les conditions de son intervention, en l'occurrence les Règlements de la Fédération Royale des Associations Belges d'Ingénieurs Civils (FABI).

Les équipements concernés sont précisés à l'article 2 de /a présente convention.

Le marché se décompose en :

a) Etude de l'avant-projet

Contacts avec le Pouvoir Adjudicateur et l'Architecte afin de définir le programme à réaliser.

Elaboration d'une esquisse schématique exprimant le programme, accompagnée d'une note descriptive des équipements envisagés.

Estimation budgétaire du coût des travaux.

Remise au Pouvoir Adjudicateur de cinq dossiers complets.

b) Etude de projet

Contacts avec le Pouvoir Adjudicateur et l'Architecte afin de définir le programme arrêté.

Elaboration de plans de projet à une échelle convenable, suffisamment explicite, pour permettre aux entrepreneurs d'effectuer leur remise de prix.

Etablissement des notes de calculs et des schémas.

Rédaction des Cahiers des charges, spécifications techniques, métré et métré estimatif des travaux.

Remise au Pouvoir Adjudicateur de cinq dossiers complets.

c) Consultation et analyse des soumissions

Aide au Pouvoir Adjudicateur pour la mise en soumission et la fourniture aux soumissionnaires de renseignements complémentaires.

Participation au dépouillement des soumissions.

Analyse comparative des soumissions avec rapport motivé de la proposition de choix et de la solution technique retenue si des variantes ont été demandées ou proposées.

d) Collaboration à la direction de l'exécution des travaux

Collaboration à la rédaction de la lettre de commande à adresser, par le Pouvoir Adjudicateur, à l'adjudicataire désigné.

Contrôle des plans, schémas, notes de calculs, ... fournis par l'entrepreneur pour approbation.

Contrôle périodique de l'avancement des travaux.

Instructions au surveillant éventuel du Pouvoir Adjudicateur.

Vérification et approbation des états d'avancement et des demandes de paiement.

Vérification, en fin d'entreprise, des plans "as-built" et des instructions de conduite et d'entretien fournies par l'adjudicataire.

e) Collaboration à la réception provisoire

Contrôle de la réalisation.

Vérification du compte final des travaux.

Remise au Pouvoir Adjudicateur d'un rapport motivé de proposition d'acceptation ou de refus de réception provisoire.

f) Collaboration à la réception définitive

Contrôle du bon fonctionnement des installations avec avis au Pouvoir Adjudicateur.

Remise au Pouvoir Adjudicateur d'un rapport motivé de proposition d'acceptation ou de refus de réception définitive.

Article 10. - Collaboration et responsabilité de l'Ingénieur

10.1. L'Ingénieur déclare qu'il apporte sa collaboration au Pouvoir Adjudicateur sur base des règles déontologiques de sa profession et des conditions d'intervention des Ingénieurs-Conseils, fascicules FABI.: Conditions Générales et Barème E c Equipements Techniques d'ouvrages.

10.2. L'Ingénieur assume, tant pendant la période d'exécution des travaux que pendant la garantie décennale, les responsabilités, telles qu'elles sont définies par les lois et les conditions de la FABI d'interventions des Ingénieurs-Conseils pour tout ce qui fait l'objet de la présente convention.

10.3. La responsabilité décennale prend cours à la date de la réception provisoire de l'entreprise, comprenant les travaux étudiés par l'Ingénieur.

10.4. A partir de la réception définitive des travaux, l'Ingénieur est garant, vis à vis du Pouvoir Adjudicateur, dans les termes des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

Article 11. – Propriété intellectuelle

L'Ingénieur conserve la propriété intellectuelle des études et documents qu'il s'engage à fournir au Pouvoir Adjudicateur. Celui-ci s'engage à n'en faire usage que pour l'exécution des travaux faisant l'objet de la présente convention.

Article 12. - Différends et litiges

Pour tout ce qui n'est pas prévu à la présente convention, les parties s'en référeront aux fascicules de la FABI annexés à la présente convention.

Les différends seront traités à l'amiable entre les parties. Si un accord ne peut être obtenu, le litige serait soumis aux Tribunaux de LIEGE compétents.

POINT 5 : COMPTE DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-PIERRE, DE HOLLOGNE, POUR L'EXERCICE 2005.

Le Conseil communal,

Vu le compte de la Fabrique d'église Saint-Pierre, de Hollogne, pour l'exercice 2005, tel qu'il a été dressé et arrêté par l'autorité fabricienne en date du 27 mars 2006 et déposé auprès du Secrétariat communal avec les pièces justificatives y relatives, une première fois, le 12 avril 2006 et une seconde fois, le 24 du même mois après rectifications ;

Vu les observations du Trésorier du Conseil de Fabrique ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel du Culte ;

Vu la circulaire du 19 août 1999 du Gouvernement provincial de Liège reprenant les règles à respecter en matière de comptabilité fabricienne ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

A l'unanimité ;

CONSTATE :

- que deux dépenses (articles 5 (chauffage) et 15 (achat de livres liturgiques) n'ont pas été maintenues dans les limites des crédits budgétaires approuvés ;
- qu'il appartient en principe à l'autorité supérieure de rejeter toutes dépenses effectuées sans crédits budgétaires approuvés, tel que prescrit par sa circulaire du 19 août 1999 portant sur la comptabilité fabricienne ;
- qu'un montant de 70,00 € aurait dû être déplacé de l'article 43 vers l'article 42 de la colonne des dépenses tel que cela figurait au budget de l'exercice 2005 ;
- qu'aucun mandat de paiement n'a été fourni à l'appui d'une dépense pour frais bancaires (article 50 d) d'un montant total de 2,00 € ;
- qu'enfin, une recette de 2.924,36 € au titre de la location de maisons n'a pas été perçue en raison du défaut de paiement d'un locataire mais qu'une reconnaissance de dette pour cette somme a été signée.

EMET UN AVIS FAVORABLE sur le compte de la fabrique d'église Saint-Pierre, de Hollogne, pour l'année 2005, dressé et arrêté par l'autorité fabricienne le 27 mars 2006 de la manière suivante :

- RECETTES : 10.680,58 €
- DEPENSES : 11.023,23 €
- DEFICIT : - 342,65 €

POINT 6 : COMPTE DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-SAUVEUR, DE HORION-HOZEMONT, POUR L'EXERCICE 2005.

Le Conseil communal,

Vu le compte de la Fabrique d'église Saint-Sauveur, de Horion-Hozémont, pour l'exercice 2005, tel qu'il a été dressé et arrêté par l'autorité fabricienne en date du 22 janvier 2006 et déposé auprès du Secrétariat communal le 18 avril 2006 avec les pièces justificatives y relatives ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel du Culte ;

Vu la circulaire du 19 août 1999 du Gouvernement provincial de Liège reprenant les règles à respecter en matière de comptabilité fabricienne ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

A l'unanimité ;

EMET UN AVIS FAVORABLE sur le compte de la fabrique d'église Saint-Sauveur, de Horion-Hozémont, pour l'année 2005, dressé et arrêté par l'autorité fabricienne le 22 janvier 2006 de la manière suivante :

- RECETTES : 23.962,63 euros
- DEPENSES : 21.752,12 euros
- EXCEDENT : 2.210,51 euros

CONSTATE que les dépenses ont été maintenues dans les limites des crédits budgétaires approuvés.

POINT 7 : COMPTE DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE ST-ANDRE (DE VELROUX) POUR L'EXERCICE 2005.

Le Conseil communal,

Vu, avec les pièces justificatives y relatives, le compte de la Fabrique de l'église St-André, de Velroux, pour l'année 2005, tel qu'il a été dressé et arrêté par l'autorité fabricienne en date du 3 avril 2006 ;

Attendu que les documents ont été déposés auprès du Secrétariat communal le 10 du même mois ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 sur les Fabriques d'église ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel du culte ;

Vu la circulaire du 19 août 1999 du Gouvernement provincial de Liège reprenant les règles à respecter en matière de comptabilité fabricienne ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

A l'unanimité ;

CONSTATE qu'aux articles 15 (produits des troncs, quêtes, oblations) et 16 (droits de la fabriques dans les inhumations et services funèbres) des RECETTES, diverses dépenses ont été comptabilisées avec pour résultat à ces articles des montants compensés et ce, en contrariété avec la circulaire du 19 août 1999 en matière de comptabilité fabricienne laquelle prohibe cette pratique ; que ces constats n'ont cependant aucune influence sur le résultat final du compte.

EMET UN AVIS FAVORABLE sur le compte de la Fabrique de l'église St-André, de Velroux, pour l'année 2005, dressé et arrêté par l'autorité fabricienne le 3 avril 2006 de la manière suivante :

- RECETTES : 35.360,82 € ;
- DEPENSES : 34.323,67 € ;
- EXCEDENT : 1.037,15 €.

POINT 8 : MODIFICATION DU PROJET RELATIF AUX TRAVAUX DE RENOVATION DE L'EGLISE SAINT-JOSEPH, DE RUY – APPROBATION DE LA DELIBERATION DU COLLEGE ECHEVINAL DU 24 AVRIL 2006.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 26 septembre 2005 par laquelle il approuve le dossier précité au montant de 242.116,14 € T.V.A. comprise ;

Vu la dépêche du 13 mars 2006, réf. DBAT/62118/2005.1, de la Division des Bâtiments et des Infrastructures sportives, Direction des Bâtiments, du Ministère de la Région wallonne, à laquelle sont jointes les remarques émises par la Direction générale des Services Techniques Provinciaux de Liège dans son courrier du 20 décembre 2005, réf. G150-GRH/PRJ-2005-028-PPT/JC/cd ;

Attendu que cette Direction demande une étude plus approfondie du lot "chauffage" et une correction des clauses administratives ;

Attendu qu'il n'est pas possible de réaliser un dossier d'une telle ampleur dans le délai imparti par le Ministère de la Région wallonne ;

Vu la délibération du 24 avril 2006 par laquelle le Collège échevinal :

- décide de supprimer le lot « chauffage » du dossier en cause sous objet et de le réaliser ultérieurement dans le cadre d'un nouveau dossier ;
- approuve, tel que modifié, le projet relatif aux travaux de rénovation de l'église Saint-Joseph, de Ruy, au montant rectifié de 194.042,84 € T.V.A. comprise ;

Attendu que cette décision doit faire l'objet d'une ratification par le Conseil communal ;

Vu les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés royaux d'exécution subséquents y afférents ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

A l'unanimité ;

RATIFIE la décision susvisée du Collège échevinal du 24 avril 2006.

CHARGE cette même Instance de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

POINT 9 : MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE RENOVATION DES TOITURE ET BARDAGES, DE L'ELECTRICITE, DES SANITAIRES ET DU CHAUFFAGE DU HALL OMNISPORTS DE LA RUE DES XVIII BONNIERS – ACCORD DE PRINCIPE.

Le Conseil communal,

Attendu que des travaux de rénovation du hall omnisports de la rue des XVIII Bonniers s'imposent ;

Vu la circulaire du Ministère de la Région Wallonne du 18 octobre 1977 quant à l'introduction de dossiers d'infrastructures sportives ;

Attendu qu'il lui appartient de prendre une décision de principe quant à la réalisation des travaux envisagés en vue de se conformer à la circulaire précitée ;

Vu la note d'intentions techniques du 31 mars 2006 comprenant une estimation budgétaire du coût des travaux pour un montant de 1.030.472,95 € T.V.A.C. ;

Attendu que ces travaux sont susceptibles d'être subsidiés à concurrence de 60 % ;

Attendu qu'un crédit de 200.000,00 € a été inscrit à l'article 76400/723-54 du service extraordinaire du budget communal pour l'exercice 2006 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, en ses articles L1122-19, 1122-30 et L1222-3 ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

A l'unanimité ;

MARQUE SON ACCORD DE PRINCIPE sur la réalisation des travaux de rénovation des toitures et bardages du hall omnisports de la rue des XVIII Bonniers pour un coût estimé à 1.030.472,95 € T.V.A. comprise.

SOLLICITE des autorités supérieures l'octroi des subsides prévus pour cette réalisation.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

POINT 10 : MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE POSE D'UN NOUVEAU RACCORDEMENT EN EAU AUX INSTALLATIONS DU ROYAL FOOTBALL CLUB GRACE-HOLLOGNE - SITE DE LA RUE DES XVIII BONNIERS.

Le Conseil communal,

Considérant la nécessité de poser un nouveau raccordement en eau aux installations du club sportif cité sous objet afin d'entretenir le terrain et améliorer l'alimentation de la cafétéria et des vestiaires ;

Vu le devis rédigé à cet effet le 2 mars 2006 par la SCRL Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux laquelle fixe le coût de ce travail à 15.219,00 euros TVA comprise ;

Vu les crédits portés à l'article 76400/721-54 du service extraordinaire du budget communal pour l'exercice 2006 ;

Considérant qu'il ne serait pas de bonne gestion d'adjoindre d'autres fournisseurs à la SCRL Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux, intercommunale à laquelle la Commune est affiliée et avec laquelle des conventions ont été conclues ;

Vu les articles L 1122-19, L 1122-30 et L 1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés royaux d'exécution subséquents y afférents ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

A l'unanimité ;

DECIDE de passer un marché par le biais de la procédure négociée sans publicité avec la SCRL Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux, rue du Canal de l'Ourthe, n° 8, à 4031 LIEGE (Angleur), en vue de la réalisation des travaux de pose d'un nouveau raccordement en eau aux installations du R.F.C. Grâce-Hollogne, site de la rue des XVIII Bonniers ce, pour un montant de 15.219 € T.V.A. comprise, tel qu'il ressort de son offre du 02 mars 2006, réf. CL0583/F111/MR/06/101.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

POINT 11 : ADHESION DU CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE LOCAL A L'ASSOCIATION « GROUPEMENT D'INITIATIVES POUR LA LUTTE CONTRE LE SURENDETTEMENT » - APPROBATION DE LA DECISION DU CONSEIL DE L'AIDE SOCIALE DU 25 AVRIL 2006 ET DES STATUTS DE LADITE ASSOCIATION.

Le Conseil communal,

Vu la loi organique des C.P.A.S du 8 juillet 1976, notamment son article 119 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Aide sociale de Grâce-Hollogne du 25 avril 2006 par laquelle il décide de marquer son accord quant à l'adhésion de son Centre, aux côtés de ceux de Ans, Awans, Esneux, Flémalle, Herstal, Pépintser, Saint-Nicolas, Seraing et Amay, à l'association créée en

vertu du le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, dénommée « Groupement d'Initiatives pour la Lutte contre le Surendettement » (G.I.L.S.), qui a pour objet la création, l'organisation et la gestion d'un service supra local d'aide et d'action sociale en matière de lutte contre le surendettement venant s'ajouter et compléter les moyens dont dispose chacun des membres associés ;

Vu les statuts de l'association « G.I.L.S. » approuvés par le Conseil de l'Aide sociale en date du 25 avril 2006 ;

Vu la délibération du Collège échevinal du 9 mai 2006 par laquelle il a favorablement avisé ladite décision du Conseil de l'Aide sociale ;

A l'unanimité ;

APPROUVE :

- la délibération du Conseil de l'Aide sociale de Grâce-Hollogne du 25 avril 2006 par laquelle il décide de marquer son accord quant à l'adhésion de son Centre, aux cotés de ceux de Ans, Awans, Esneux, Flémalle, Herstal, Pépintser, Saint-Nicolas, Seraing et Amay, de l'association créée en vertu du le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, dénommée « Groupement d'Initiatives pour la Lutte contre le Surendettement » (G.I.L.S.), plus amplement décrit ci-dessus ;
- les statuts de cette association « chapitre XII », en ce compris les modalités de contribution financière des membres associés, à savoir, une intervention d'un Euro par cinquante habitants.

PREND ACTE que les délibération et statut susmentionnés devront être soumis à l'approbation de la Députation permanente compétente conformément à l'article 119 de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de cette délibération

POINT 12 : ZONE DE FRET – PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES DE LIEGE LOGISTICS – CESSION GRATUITE A L'ADMINISTRATION COMMUNALE DU BASSIN D'ORAGE ET DE SES EQUIPEMENTS ET SERVITUDES D'EGOUT.

Le Conseil communal,

Vu, avec son annexe, la lettre du 3 avril 2006 de la SCRL Services Promotion Initiatives en Province de Liège (SPI+), rue du Vertbois, 11, à 4000 Liège, sur le présent objet ;

Considérant que l'Administration communale de Grâce-Hollogne, lors de l'implantation du zoning industriel sur son territoire, s'est engagée à reprendre les infrastructures relatives à l'extension de cette zone et, notamment, le bassin d'orage longeant l'autoroute de Wallonie ce, dès la réception définitive des travaux de réalisation ;

Vu, dans cette optique, le plan de remise de voirie dressé par le Service Technique de la Province de Liège, en date du 7 mars 2001 ;

Attendu qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une emprise de 7.771 m² appartenant à la SCRL Services Promotion Initiatives en Province de Liège (SPI+), sise sur les parcelles cadastrées 2^{ème} Division, Section A, n° 136g, 136h et 136l et réparties comme suit :

- 6590 m² pour le bassin d'orage (points A.B.C.D.E.A.) ;
- 178 m² pour les servitudes d'égout (n° 10.11.12.13.14.15.10) ;
- 549 m² pour les servitudes d'égout (n° 16. →30.16) ;
- 454 m² pour les servitudes d'accès au bassin d'orage (31.32.33.34.31) ;

Considérant que cette cession à la Commune se fera à titre gratuit ;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

A l'unanimité ;

APPROUVE, tel que dressé le 7 mars 2001 par le Service Technique de la Province de Liège, le plan de remise de voirie (bassin d'orage, ses équipements, les servitudes d'égouts et d'accès de la zone de fret au parc d'activités économiques de Liège Logistics) située sur l'entité reprenant l'emprise à acquérir à cet effet d'une superficie totale de 7.771 m².

MARQUE son accord sur l'acquisition de cette emprise à titre gratuit.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

POINT 13 : CESSION A L'ADMINISTRATION COMMUNALE, A TITRE GRATUIT, DE LA

VOIRIE DENOMMEE RUE ANDRE MATHY.

Le Conseil communal,

Considérant que la voirie dénommée rue André Mathy, en l'entité, ne fait toujours pas partie intégrante du patrimoine de la Commune bien qu'il incombe à son service Technique d'en assurer l'entretien régulier ;

Attendu qu'il est dès lors nécessaire d'entreprendre les démarches tendant à régulariser cette situation ;

Vu, dans ce contexte, l'accord écrit daté du 15 décembre 2005 par lequel la Société du Logement de Grâce-Hollogne :

- s'engage à céder gratuitement à la Commune une emprise en pleine propriété d'une superficie d'environ 1.430 m² à prendre dans la parcelle de terrain lui appartenant, cadastrée ou l'ayant été, 2^{ème} Division, Section B, n° 34x9 et constituant la voirie dénommée rue « André Mathy » ;
- autorise, en outre, l'Administration communale à en disposer librement ;

Considérant qu'aucune remarque ni réclamation n'a été formulée à l'encontre du présent dossier lors de l'enquête publique à laquelle il a été procédé par le service communal des Travaux endéans la période du 27 décembre 2005 au 10 janvier 2006 inclus ;

Vu le courrier du 14 mars 2006 par lequel le Conservateur des Hypothèques de Liège III, certifie qu'à la date du 27 décembre 2005, il n'existe aucune inscription d'hypothèque non périmée ni radiée sur le bien considéré ;

Vu les articles L1122-19, L1122-20, L1122-21 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins et à l'unanimité ;

APPROUVE, telle que dressée le 04 octobre 1999 par le Bureau d'études Hubert LOUIS S.A., Boulevard d'Avroy, 68 à 4000 Liège, l'emprise de terrain reprise sous teinte jaune au plan de situation de la parcelle cadastrée 2^{ème} Division, Section B, n° 34x9, d'une contenance totale approximative de 1.430 m², constituant la voirie dénommée « André Mathy », en la localité.

DECIDE, en vue d'intégrer cette voirie au patrimoine communal, d'acquérir l'emprise nécessaire, à titre gratuit et pour cause d'utilité publique, tel que stipulé dans l'engagement écrit susvisé du 15 décembre 2005.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

POINT 14 : ACQUISITION A TITRE GRATUIT POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN EN VUE DE L'ELARGISSEMENT PARTIEL DE LA RUE GREGOIRE CHAPUIS.

Le Conseil communal,

Vu la requête, en date du 6 septembre 2004, du propriétaire de la maison sise rue Grégoire Chapuis, 51, en la localité, parcelle cadastrée 1^{ère} Division, Section A n° 751r2;

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 4 octobre 2004 sur le présent objet ;

Attendu qu'il n'existe pas de plan communal d'aménagement pour le quartier dans lequel est située la parcelle à bâtir ;

Considérant qu'aucune réclamation ou remarque n'a été formulée pendant l'enquête publique à laquelle il a été procédé par le service communal des Travaux du 13 au 27 avril 2005 inclus ;

Vu les pièces constitutives du dossier ;

Vu les articles 28 et 29 la loi du 10/04/1841 sur les chemins/sentiers vicinaux modifiée par celles du 20 mai 1863 (article 2) et 9 août 1948 ;

Vu la circulaire n° 13 ter du 25/09/1962 de Monsieur le Ministre des Travaux publics prise en application des dispositions de la loi du 10/04/1841 sur les chemins vicinaux ;

Vu les dispositions ad hoc de la loi précitée ;

Vu les articles 128 et 129 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;

Vu les articles L1122-19, L1122-20, L1122-21 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur l'Echevin ayant l'Urbanisme dans ses attributions ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
A l'unanimité ;

APPROUVE, tel que dressé par Monsieur TIHON Emile, Géomètre-Expert Immobilier, rue A. Materne, 209, en l'entité, le 1^{er} avril 2005, l'emprise de terrain telle que figurée sous teinte jaune au plan de mesurage de la parcelle cadastrée 1ère Division, Section A, n°751r2, d'une contenance totale de 69,35 m², sise rue Grégoire Chapuis, 51, en la localité.

PROPOSE, à la Députation Permanente du Conseil Provincial de Liège, tel que figuré au plan de mesurage susvisé, l'élargissement partiel de la rue Grégoire Chapuis (sentier vicinal n° 37), en la localité.

DECIDE en vue de l'élargissement partiel de cette voirie, d'acquérir à titre gratuit, pour cause d'utilité publique et tel que stipulé dans l'engagement écrit du 26 octobre 2004, l'emprise nécessaire à l'exécution des travaux projetés.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente résolution

**POINT 15 : ADOPTION DU PROJET DE VENTE D'UNE PARCELLE COMMUNALE
CONSTITUANT UNE PARTIE DE LA RUE DU GUEULIN, EN L'ENTITE -
DECLASSEMENT PREALABLE ET PARTIEL DU CHEMIN VICINAL N° 45.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 5 décembre 2005 par laquelle il marque son accord sur la vente de la parcelle communale considérée constituant une partie de la rue du Gueulin et, au préalable, sur le déclassement du chemin vicinal n° 45 ;

Vu les promesses d'achat signées par les deux candidats acquéreurs ;

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 23 janvier 2006 par laquelle il entérine les clauses contenues dans les promesses d'achat susmentionnées et désigne Monsieur Emile TIHON, Géomètre – Expert – Immobilier, pour établir le plan de bornage et de mesurage de la parcelle de terrain en cause ;

Considérant que cette partie du chemin vicinal n° 45, repris à l'atlas des chemins vicinaux, n'est plus d'aucune utilité publique pour l'Administration, compte tenu qu'il mène à un champ privé ;

Considérant que ce déclassement a été demandé afin qu'un des deux candidats puisse agrandir sa propriété ;

Vu les plans de situation, la situation cadastrale et l'atlas des chemins vicinaux ;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 au 30 janvier 2006, que trois oppositions (une pétition et deux orales) ont été formulées ;

Vu la décision motivée du Collège échevinal en date du 6 février 2006 par laquelle il décide de poursuivre la procédure nonobstant les 3 oppositions précitées ;

Vu le but poursuivi ;

Vu le dossier constitué à cet effet et comprenant :

- un extrait de la matrice cadastrale et un plan de situation ;
- les documents relatifs à l'enquête publique reprise ci-dessus ;
- l'estimation de la valeur vénale du bien en cause par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Liège en date du 25 octobre 2004 ;
- les promesses d'achat signées des candidats acquéreurs ;
- le plan de mesurage pour la parcelle susmentionnée tel que dressé le 21 avril 2006 par Monsieur Emile TIHON, Géomètre – Expert – Immobilier ;

Vu les articles L1122-19, L1122-20, L1122-21 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les articles 28 et 29 la loi du 10/04/1841 sur les chemins/sentiers vicinaux modifiée par celles des 20 mai 1863 (article 2) et 9 août 1948 ;

Vu la circulaire n° 13 ter du 25/09/1962 de Monsieur le Ministre des Travaux publics prise en application des dispositions de la loi du 10/04/1841 sur les chemins vicinaux ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2005 et son errata relatifs aux ventes d'immeubles ou acquisitions d'immeubles par les communes, les provinces et les C.P.A.S. ainsi qu'à l'octroi de droit d'emphytéose ou de droit de superficie ;

Vu les dispositions ad hoc du Code, de la loi et des circulaires précitées ;

Après avoir entendu l'exposé de M. l'Échevin en charge de l'Urbanisme ;

Par 17 voix pour, 1 voix contre (Mme PIRMOLIN) et 7 abstentions (M. ALBERT, Mme GILLET, Mme ANDRIANNE, M. LABILE, Mme NAKLICKI, M. DUBOIS et M. OUTAIB) ;

APPROUVE, tel qu'établi le 21 avril 2006 par M. Emile TIHON, Géomètre-Expert-Immobilier, domicilié rue A. Materne, 109 à 4460 GRACE-HOLLOGNE, le plan de mesurage d'une partie de l'assiette de la voirie de la rue du Gueulin, en la localité, sur la parcelle non cadastrée, d'une contenance, pour le lot n° I de 190,44 ca, pour le lot n° II de 133,04 ca et, pour le lot n° III, de 108,90 ca, avec, au préalable le déclassement partiel du chemin vicinal n° 45.

ADOpte le projet de déclassement d'une partie du chemin vicinal n° 45 tel que figuré au plan susvisé de Monsieur le Géomètre E. TIHON.

PROPOSE à la Députation permanente du Conseil provincial de Liège le déclassement de cette partie du chemin vicinal n° 45, en la localité.

DECIDE : 1/ de vendre les lots I et II de contenances respectives de 190,44 ca et 133,04 ca,

au premier candidat acquéreur ainsi que le lot III, d'une contenance de 108,90 ca, au second, les trois lots se trouvant sur la commune et repris au plan susmentionné ;

2/ que les actes de vente ainsi que la passation de ces derniers seront réalisés par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Liège.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

POINT 16 : ADOPTION DU PROJET DE VENTE D'UNE PARTIE D'UN TERRAIN COMMUNAL SIS RUE A. MATERNE (parcelle cadastrée 1^{ère} division, section B, N° 287e5).

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 21 novembre 2005 par laquelle le Collège échevinal décide de fixer le prix de vente du terrain considéré à 27,50 €/m² et charge le service communal des Travaux de communiquer la proposition aux candidats acquéreurs en mentionnant les spécificités restrictives du bien considéré et de le tenir informé de l'évolution dudit dossier ;

Considérant que cette parcelle n'est plus d'aucune utilité publique pour l'Administration communale ;

Vu les documents de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 5 au 19 décembre 2005 ;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal de clôture de ladite enquête, qu'aucune observation écrite n'a été formulée ;

Vu le but poursuivi ;

Vu le dossier constitué à cet effet et comprenant :

- un extrait de la matrice cadastrale et un plan de situation ;
- les documents relatifs à l'enquête publique effectuée par le service communal des Travaux du 5 au 19 décembre 2005 inclus, laquelle enquête n'a d'ailleurs soulevé aucune remarque ou réclamation ;
- l'estimation de la valeur vénale du bien en cause par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Liège, en date du 25 octobre 2005 ;
- la promesse d'achat de M. et Mme DEJARDIN-OGER, du 27 mars 2006 ;
- le plan de mesurage pour la parcelle susmentionnée tel que dressé le 18 avril 2006 par Monsieur TIHON Emile, Géomètre Expert-Immobilier ;

Vu les articles L1122-19, L1122-20, L1122-21 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2005 et son erratum relatifs aux ventes ou acquisitions d'immeubles par les Communes, les Provinces et les C.P.A.S. ainsi qu'à l'octroi de droit d'emphytéose ou de droit de superficie ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

1. de vendre à M. et Mme DEJARDIN–OGER, domiciliés rue Adrien Materne, 90 à 4460 GRACE-HOLLOGNE, la parcelle communale cadastrée 1ère Division, Section B, partie du n° 287e5, telle que figurée sous teinte jaune au plan de mesurage dressé par Monsieur TIHON Emile, Géomètre Expert-Immobilier, le 18 avril 2006, d'une superficie totale mesurée de 339,78 ca, au prix de 9.343,95 € ;
2. que l'acte de vente et la vente de ce bien seront réalisés par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Liège et aux frais des acquéreurs.

APPROUVE le plan de mesurage de la parcelle considérée tel que dressé dans ce contexte par M. TIHON le 18 avril 2006.

CHARGE le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

INTERVENTION D'UN MEMBRE DE L'ASSEMBLEE SUR BASE D'UNE CORRESPONDANCE PREALABLE – DEBAT A L'ISSUE DE LA SEANCE PUBLIQUE.

❖ CORRESPONDANCE DU 16.05.2006 DE M^{ME} ANDRIANNE POUR LE GROUPE MR.

Mme ANDRIANNE donne lecture de son courrier :

La campagne électorale est proche et notre groupe demande à l'Administration communale de pouvoir disposer de panneaux d'affichage dans la commune.

Nous souhaitons que chaque liste représentant un parti démocratique bénéficie de la même surface. Par ce moyen, s'instaure un vrai respect de la démocratie et des candidats qui n'ont pas tous les mêmes moyens financiers.

De surcroît, ce serait tout bénéfique pour l'environnement.

Nous souhaitons que ces dispositions soient respectées par tous les militants et les colleurs.

Considérant que ces mesures sont de nature à faciliter l'expression de la démocratie et à diminuer les déchets, nous demandons à l'Administration de réserver une suite favorable à notre requête.

M. le Bourgmestre propose que l'affichage électoral se fasse, non pas via des panneaux disséminés sur le territoire communal mais uniquement aux domiciles des particuliers. Cette manière de procéder éviterait bien des aléas. Il fait encore remarquer que le 08 octobre 2006 auront également lieu les élections provinciales pour lesquelles des candidats extérieurs à la commune peuvent se manifester par voie d'affiches.

Mme GILLET relève qu'en période électorale, le Parti Socialiste local couvre l'entièreté de la commune avec ses tracts et autres affiches. Elle relève qu'il ne sera pas facile de faire apposer des affiches dans les logements sociaux. En effet, ceux-ci étant attribués par la majorité socialiste, il y aura des craintes de représailles à l'égard des locataires.

M. le Bourgmestre s'inscrit en faux vis-à-vis de tels propos et n'acceptera aucune menace à ce sujet d'où qu'elles viennent.

M. DUPONT se plaint de l'attitude de certains colleurs qui ne respectent pas la démocratie en recouvrant les affiches d'autres partis que le leur.

M. le Bourgmestre est d'avis que la question de Mme ANDRIANNE mérite débat. Cette dernière est tout à fait d'accord à ce sujet.

INTERPELLATIONS DE MEMBRES DE L'ASSEMBLEE EN MATIERES DIVERSES – DEBAT A L'ISSUE DE LA SEANCE PUBLIQUE.

M. ALBERT signale le danger causé par la présence d'un gros véhicule qui stationne quasi en permanence rue P. Janson, à hauteur du site sportif de la rue du Corbeau.

M. le Bourgmestre prend bonne note de cette information

MONSIEUR LE PRESIDENT DECLARE LA SEANCE A HUIS CLOS